

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

-----  
La Commission  
-----

Département des Politiques Economiques  
et de la Fiscalité Intérieure



## NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N° 61

3<sup>e</sup> trimestre 2023



Bénin



Burkina-Faso



Côte d'Ivoire



Guinée Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo



Décembre 2023

La note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA est une production trimestrielle du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA dirigé, depuis mai 2021, par **Monsieur Mahamadou GADO**.

**L'édition 61 de la note de conjoncture économique régionale a été préparée sous la supervision de :**

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la prévision et des études économiques ;

**par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :**

- **Monsieur Koladé Ayédero OKOUDJOU**, Chef de la Division des études économiques ;
- **Monsieur Aba CAMARA**, Chargé des études et des statistiques économiques ;
- **Monsieur Soumana HAROUNA IDE**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Totas A. Joao CORREIA**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Abiboulaye MOUSSA**, Chargé de la surveillance multilatérale ;
- **Monsieur Yao Eric KOUAKOU**, Chargé de l'Analyse d'impact des politiques et programmes ;
- **Diabel DIOP**, Chargé des prévisions et des études économiques.

**Avec des données collectées dans les Etats membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :**

- **Bénin** : **Monsieur Assousia Yves KOKOU** de la Direction Générale de l'Economie (DGE) ;
- **Burkina Faso** : **Monsieur Issaka NIANGAO** de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- **Côte d'Ivoire** : **Monsieur Mamadou KONE** de la Direction Générale de l'Economie (DGE) ;
- **Guinée Bissau** : **Madame Laudimila Caty Silva RICCIULLI CAMARA** de la Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPEE) ;
- **Mali** : **Monsieur Séïdina Oumar MINTA**, de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) ;
- **Niger** : **Madame Zeynabou MALIKI** de l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- **Sénégal** : **Monsieur Amath DIAGO** de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ;
- **Togo** : **Monsieur Komi Venunye AGBOKA** de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

## Table des matières

Liste des tableaux.....	iii
Liste des graphiques .....	iii
Sigles et abréviations .....	iv
Résumé .....	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	3
1.1. Activité économique mondiale .....	3
1.2. Inflation dans les principales régions du monde .....	5
1.3. Cours des matières premières.....	5
2. Conjoncture dans la Zone UEMOA.....	7
2.1. Activité économique régionale.....	7
■ Créations d'entreprises .....	12
2.2. Evolution de l'inflation .....	12
2.3. Secteur extérieur .....	14
■ Exportations.....	14
■ Importations .....	15
■ Taux de couverture.....	16
■ Solde commercial .....	17
2.4. Finances publiques.....	18
■ Recettes .....	18
■ Dépenses.....	20
■ Solde budgétaire.....	20
2.5. Situation monétaire.....	21
2.5.1. Masse monétaire .....	21
2.5.2. Actifs extérieurs nets .....	21
2.5.3. Créances sur les autres secteurs .....	22
2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale .....	22
3. Principaux faits marquants .....	22
3.1. Environnement international .....	22
3.2. Pays de l'UEMOA.....	26
Conclusion.....	28
ANNEXES .....	29

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars.....	6
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2022/2023 .....	9
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction .....	12
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre .....	13
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	14
Tableau 6 : Recettes et dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA .....	19
Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA.....	21

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde .....	4
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent depuis 2015 (en dollars US par baril) .....	5
Graphique 3 : Evolution des cours moyens trimestriels des cafés Arabica et Robusta (en \$/Kg) .....	7
Graphique 4 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA.....	8
Graphique 5 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union (hors Bénin).....	15
Graphique 6 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union .....	16
Graphique 7 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %).....	17
Graphique 8 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds FCFA).....	17
Graphique 9 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union .....	18

## Sigles et abréviations

<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BRVM</b>	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
<b>CNPE</b>	: Comité National de Politique Economique
<b>Covid-19</b>	: Maladie à coronavirus 2019
<b>DPE</b>	: Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
<b>DPEE</b>	: Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
<b>FCFA</b>	: Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FED</b>	: Réserve Fédérale des Etats-Unis
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IHPC</b>	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>IHPI</b>	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
<b>INS</b>	: Institut National de la Statistique
<b>LIBOR</b>	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
<b>mds</b>	: Milliards
<b>nd</b>	: Non disponible
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>TOFE</b>	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>3T23</b>	: troisième trimestre 2023
<b>pp</b>	: Points de pourcentage

## Résumé

La croissance mondiale pour 2023 serait moins vigoureuse que celle de 2022 selon les conclusions du FMI<sup>1</sup> qui table sur un ralentissement avec un taux de 3,0% pour l'année en cours, contre 3,5% l'année précédente. En 2024, la tendance de ralentissement se poursuivrait pour situer la croissance mondiale à 2,9%, soit une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage, par rapport aux projections de juillet 2023. Ces chiffres restent très inférieurs à la moyenne historique, à savoir la croissance moyenne de 3,8% observée sur la période 2000-2019.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique serait également attendue en ralentissement en 2023 pour la deuxième année consécutive depuis la crise liée à la Covid-19. Elle ressortirait à 4,0% en 2022 et à 3,3% en 2023. Toutefois, en 2024, la croissance devrait s'améliorer et retrouver son niveau de 2022, à la faveur de l'amélioration des conditions extérieures liées à la baisse de l'inflation au niveau mondial et du renforcement de la demande. Cette reprise serait davantage portée par l'économie sud-africaine qui devrait mieux se porter face à la pénurie d'électricité qu'elle a enregistrée en 2023, mais également par les 4/5 des pays de la région qui, selon le FMI, devraient connaître une embellie en 2024.

La croissance économique de l'Union se situerait à 5,7% comme en 2022, en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs d'activités dans un contexte de hausse des prix.

Au troisième trimestre 2023, les échanges commerciaux de l'Union (hors Bénin<sup>2</sup>) avec l'extérieur ont été caractérisés, comparativement au second trimestre de l'année, par une baisse des ventes et une hausse des achats, respectivement de 6,5% et de 6,1%. En glissement annuel, les exportations de l'Union (hors Bénin) ont augmenté de 6,2%, alors que les importations ont chuté de 7,0%. En cumul sur les trois (03) trimestres de 2023, les exportations et les importations de l'Union (hors Bénin) ont progressé de 8,9% et 1,8%, par rapport à celles de la même période de 2022.

L'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA (hors Bénin), au terme du troisième trimestre 2023, indique que la position budgétaire globale de l'Union (hors Bénin) est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 127,4 mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2022, pour se situer à -1 319,6 mds. Cette amélioration du déficit budgétaire résulte de l'amélioration de la position budgétaire de tous les Etats membres, à l'exception du Sénégal qui a connu une augmentation de son déficit budgétaire de 133,3 mds par rapport à la situation du troisième trimestre 2022, celui-ci se situant ainsi à 322,0 mds.

Sur la période sous revue, la masse monétaire, les créances sur les autres secteurs et les actifs extérieurs nets se sont affichés en hausse.

---

<sup>1</sup> Perspectives de l'économie mondiale, FMI, octobre 2023

<sup>2</sup> Les données des échanges extérieurs du Bénin au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 n'ont pas été disponibles lors de l'élaboration de la note.

## Introduction

La Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale (NCR) pour permettre le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Cette note est publiée à l'attention des décideurs régionaux, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

L'édition 61 de la note analyse la situation économique et financière, ainsi que celle des échanges extérieurs des Etats membres de l'UEMOA, au troisième (3<sup>ème</sup>) trimestre 2023, et présente une brève projection du quatrième (4<sup>ème</sup>) trimestre de l'année 2023. Elle comporte trois (03) parties : (i) l'environnement international, (ii) la conjoncture dans la zone UEMOA, et (iii) les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'octobre 2023 des « *Perspectives de l'économie mondiale* » du Fonds Monétaire International (FMI) et de la base de données « *The Pink Sheet* » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de juin 2023.

Concernant les données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

## 1. Conjoncture internationale

### 1.1. Activité économique mondiale

En 2023, l'activité économique mondiale devrait, à nouveau, connaître un coup de frein, malgré les bonnes perspectives qui se dessinaient au courant du premier semestre de l'année, favorisées par la baisse des prix de l'énergie et la réouverture de l'économie chinoise. Selon le FMI, dans sa dernière publication d'octobre 2023, l'activité économique semble bien loin de revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire, bien qu'elle se soit montrée d'une résilience remarquable. Le Fonds relève des conséquences de long terme liées, aussi bien, à la succession de crises récentes (Covid-19, Guerre russo-ukrainienne, coût de la vie) qu'à la situation conjoncturelle, entre autres, marquée par les effets du durcissement des politiques macroéconomiques requis pour freiner l'inflation ainsi que les phénomènes climatiques. Ainsi, la croissance mondiale devrait ralentir, passant de 3,5% en 2022 à 3,0% cette année, puis à 2,9% l'année prochaine, soit une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage pour 2024, par rapport aux projections de juillet dernier. Ces chiffres restent très inférieurs à la moyenne historique, à savoir la croissance moyenne de 3,8% observée sur la période 2000-2019.

Le FMI, comme d'ailleurs la plupart des institutions internationales, prévoit un ralentissement économique plus prononcé dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Dans les pays avancés, les effets persistants des chocs des prix de l'énergie de l'année 2022 et le resserrement de la politique économique ont contribué au ralentissement de la croissance noté pour l'année en cours. Pour ces pays, la croissance devrait ressortir à 1,5% en 2023, contre 2,6% l'année précédente.

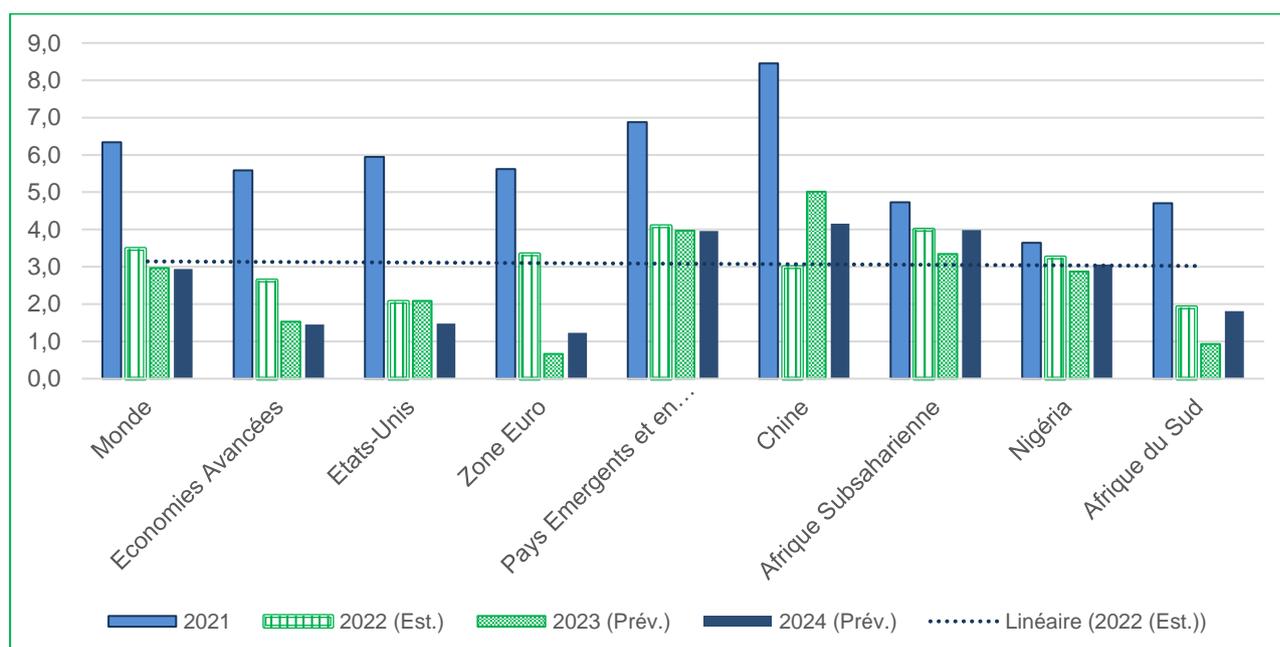
Le ralentissement est plus accentué en Europe, notamment dans les pays où l'industrie manufacturière et les secteurs à forte consommation d'énergie occupent une plus grande place. C'est le cas en Allemagne où une décroissance de 0,5% devrait être enregistrée en 2023, contre la hausse de 1,8% de l'activité en 2022, ce qui représente une révision à la baisse de 0,2 pp par rapport à la mise à jour des perspectives économiques mondiales de juillet 2023. En Espagne et en France où les services occupent une place plus importante dans l'économie, la résilience face aux chocs est plus accentuée, avec des croissances respectives de 2,5% et de 1% marquant une amélioration des estimations de croissance, comparativement aux projections de juillet dernier. En 2024, l'activité économique de la zone Euro devrait s'accélérer légèrement, en conséquence de la dissipation des chocs ; elle est projetée en hausse de 1,2%, mais elle demeurerait plus faible qu'en 2022 (+3,3%).

En revanche, aux Etats-Unis, la politique de relance au niveau fédéral, accompagnée du dynamisme de l'investissement privé et de la résilience de consommation des ménages en début d'année, a favorisé la croissance enregistrée en 2023. Mais la politique restrictive de la Fed face à l'inflation devrait atténuer les effets escomptés de la croissance et favoriser un ralentissement à partir de l'année prochaine. L'économie américaine devrait enregistrer une hausse de l'activité de 2,1%, soit une révision à la hausse de 0,3 pp par rapport à la révision de juillet 2023. En 2024, la croissance du PIB américain est projetée à 1,5%.

Au Japon, la croissance devrait passer de 1,0% en 2022 à 2,0% en 2023, avec une révision à la hausse de 0,6 pp, à la faveur d'une demande vigoureuse tirée par une augmentation du tourisme entrant et à des politiques accommodantes pour stimuler un rebond de l'activité économique, en particulier sur les exportations d'automobiles qui avaient été freinées par des problèmes de chaîne d'approvisionnement. En 2024, l'activité devrait ralentir à 1,0% avec la dissipation des effets des mesures de relance.

Pour les pays émergents et les pays en développement, le FMI table sur un léger ralentissement économique par rapport à l'année précédente, sous l'effet de la baisse de l'activité, principalement dans les groupes de pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. La Chine devrait enregistrer une accélération de sa croissance économique de 2 pp, passant de 3,0% en 2022 à 5,0% en 2023, malgré la révision à la baisse de 0,2 pp des projections de juillet 2023. Par ailleurs, la croissance de la Chine demeure faible par rapport à l'historique et les fortes croissances qu'offrait l'économie chinoise comme moteur de la croissance mondiale. La crise du secteur immobilier de cette année semble montrer une certaine saturation du secteur dans sa contribution à la croissance. De ce fait, les projections de croissance pour 2024 font ressortir un taux de 4,2%, soit un dynamisme économique moins reluisant qui porterait un coup de pression sur la demande mondiale. En Inde, la croissance serait de 6,3% en 2023, contre 7,0% en 2022. Elle devrait se maintenir au même niveau l'année prochaine.

**Graphique 1** : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde



**Source** : « Perspectives de l'économie mondiale », octobre 2023 du FMI.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique serait également attendue en ralentissement en 2023, pour la deuxième année consécutive depuis la crise sanitaire. Cette situation a pour conséquence le choc inflationniste entraîné par la guerre menée par la Russie en Ukraine et dont les effets se sont reportés sur les taux d'intérêt dans le monde, en lien avec les politiques monétaires restrictives menés par les banques centrales contre l'inflation et les contraintes de financement, en particulier pour les économies africaines.

Ainsi, la croissance économique de la région passerait à 3,3% en 2023, contre 4,0% en 2022. Une reprise de la croissance est attendue en 2024. Elle s'afficherait à 4,0%, comme en 2022, à la faveur de l'amélioration des conditions extérieures liées à la baisse de l'inflation au niveau mondial et du renforcement de la demande. Cette reprise serait davantage portée par l'économie sud-africaine qui devrait mieux se porter face à la pénurie d'électricité qu'elle a enregistrée en 2023, mais également par les 4/5 des pays de la région qui devraient connaître une embellie en 2024, selon le FMI.

## 1.2. Inflation dans les principales régions du monde

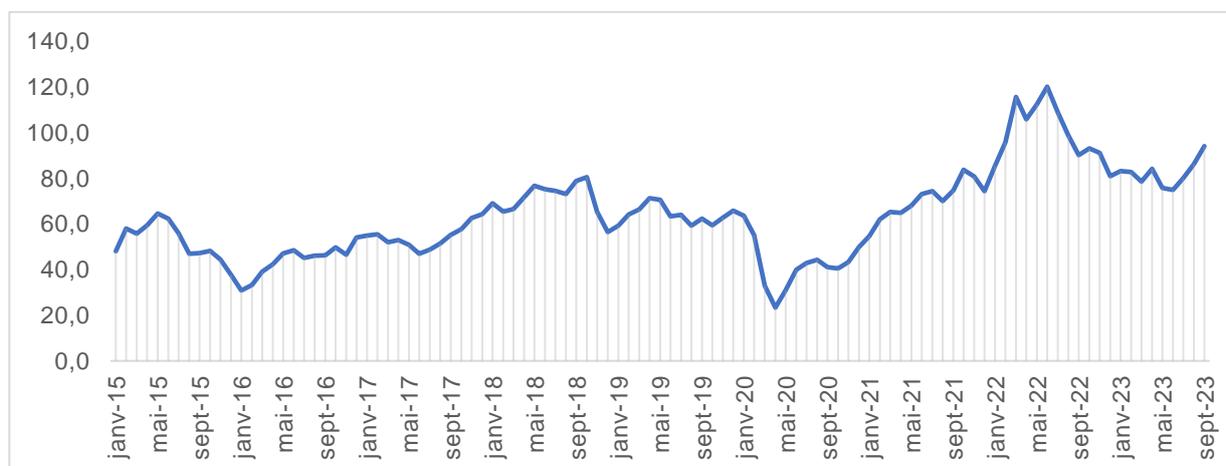
L'inflation, au niveau mondial, continue de reculer, bien que cette dynamique semble lente. Au premier semestre de l'année, elle s'est resserrée à la faveur de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires sur la période sous revue. En moyenne, sur l'année 2023, l'évolution des prix à la consommation devrait se stabiliser autour de 6,9%, contre 8,7% en 2022. Avec cette tendance baissière, de nombreux pays ont désormais suspendu le relèvement de leurs taux directeurs, conduisant ainsi à un assouplissement des conditions financières à l'échelle mondiale.

Toutefois, les mesures de resserrement des politiques monétaires devraient, à moyen terme, permettre aux banques centrales de retrouver leur cible d'inflation. Ce serait le cas en Zone euro où avec les perspectives économiques de la BCE, l'inflation devrait rester stable, en grande partie, au premier semestre 2024. <sup>3</sup>Globalement, les projections de l'inflation mondiale sur l'année 2024 sont affichées à 5,8% par le FMI, avec un niveau plus faible dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement (respectivement de 3,0% et 7,8%). Par ailleurs, les prévisions ont été révisées à la hausse de 0,6 pp pour 2024.

## 1.3. Cours des matières premières

Au troisième trimestre 2023, les cours du pétrole brut (*Brent*) ont bondi de 10,9%, en variation trimestrielle, provoquant ainsi une rupture de la tendance baissière des cours depuis le dernier pic de juin 2022.

**Graphique 2** : Evolution des cours du pétrole Brent depuis 2015 (en dollars US par baril)



<sup>3</sup> Avant de décélérer progressivement en 2025, atteignant l'objectif d'inflation de la BCE au troisième trimestre 2025 (5,6% en 2023, 3,2% en 2024 et 2,1% en 2025)

**Source** : Banque Mondiale, « *Pink Sheet* », novembre 2023 ; et Commission de l'UEMOA (Calculs).

Cette nouvelle tendance haussière relevée mensuellement sur le troisième trimestre s'explique essentiellement par le resserrement de l'offre, après les décisions de réduction de celle-ci par l'Arabie Saoudite et la Russie. Il a aussi été relevé une diminution des stocks pétroliers aux Etats-Unis et en Europe. Le cours du *Brent* a gagné, en moyenne, sur le trimestre, plus de 8,5 dollars par baril pour s'échanger à 86,8 dollars le baril.

Malgré cette forte hausse sur la période sous revue, les prix du *Brent* n'ont pas encore atteint le niveau moyen de la même période de l'année dernière. En effet, les cours du *Brent* se sont repliés de 12,6% en glissement, indiquant ainsi la poursuite de la détente des cours de l'énergie, après la surchauffe de la crise russo-ukrainienne.

**Tableau 1** : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2022	2023		Variations en %	
		T3	T2	T3	trim.	gliss.
<b>Pétrole brut (Brent)</b>	(\$/bbl)	99,2	78,2	86,8	10,9	-12,6
<b>Cacao</b>	(\$/kg)	2,3	3,0	3,5	15,9	52,4
<b>Café arabica</b>	(\$/kg)	5,8	4,8	4,1	-14,2	-28,8
<b>Café robusta</b>	(\$/kg)	2,4	2,7	2,8	1,5	17,0
<b>Huile d'arachide</b>	(\$/mt)	2146,1	2025,5	2146,5	6,0	0,0
<b>Huile de palme</b>	(\$/mt)	997,3	918,8	856,3	-6,8	-14,1
<b>Huile de palmiste</b>	(\$/mt)	1241,1	979,1	984,7	0,6	-20,7
<b>Maïs</b>	(\$/mt)	308,5	275,4	224,6	-18,4	-27,2
<b>Riz brisé 5%</b>	(\$/mt)	429,3	508,3	600,7	18,2	39,9
<b>Banane</b>	(\$/kg)	0,9	1,1	1,1	-3,6	21,2
<b>Sucre</b>	(\$/kg)	0,3	0,4	0,4	-0,1	8,0
<b>Bois (Sawnwood) Cameroun</b>	\$/m3	564,0	599,8	606,8	1,2	7,6
<b>Coton (A Index)</b>	(\$/kg)	2,7	2,1	2,1	1,9	-23,1
<b>Phosphate roche</b>	(\$/mt)	320,0	344,8	345,4	0,2	7,9
<b>Or non monétaire</b>	(\$/troy oz)	1726,0	1978,3	1928,6	-2,5	11,7

**Source** : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », novembre 2023.

Les cours de l'or poursuivent leur cycle de baisse, après le pic historique de mai 2023 où ils avaient franchi la barre des 2000 \$ l'once troy. Au Troisième trimestre 2023, l'or non monétaire est échangé à 1928,6 \$/ l'once troy, soit 2,5% de moins que le trimestre précédent. Cette tendance baissière corrobore la confiance des investisseurs dans les marchés financiers, depuis les certitudes de non-récession pour l'année 2023 ; ces derniers ont une préférence pour les marchés et considèrent l'or comme un bien de refuge. Comparativement à la même période de l'année précédente, les cours de l'or ont bondi de 11,7%.

Les cours du coton ont faiblement progressé (+1,9%), en variation trimestrielle, ce qui dénote une stabilisation des prix sur le marché international après les fortes hausses de l'année antérieure. Pour preuve, les cours ont marqué un repli de plus de 23% en glissement annuel, malgré le phénomène *El Nino* qui continue de frapper la production, en particulier en Inde, deuxième producteur mondial de coton. L'effet climatique en Inde a été atténué par les fortes productions au Brésil où la culture de l'or blanc, considérée comme seconde récolte de la campagne, bénéficie de la hausse des emblavures de maïs et de soja.

S'agissant du cacao, les cours ont augmenté, respectivement de 15,9% et de 52,4% en variation trimestrielle et en glissement annuel, au troisième trimestre 2023, poursuivant

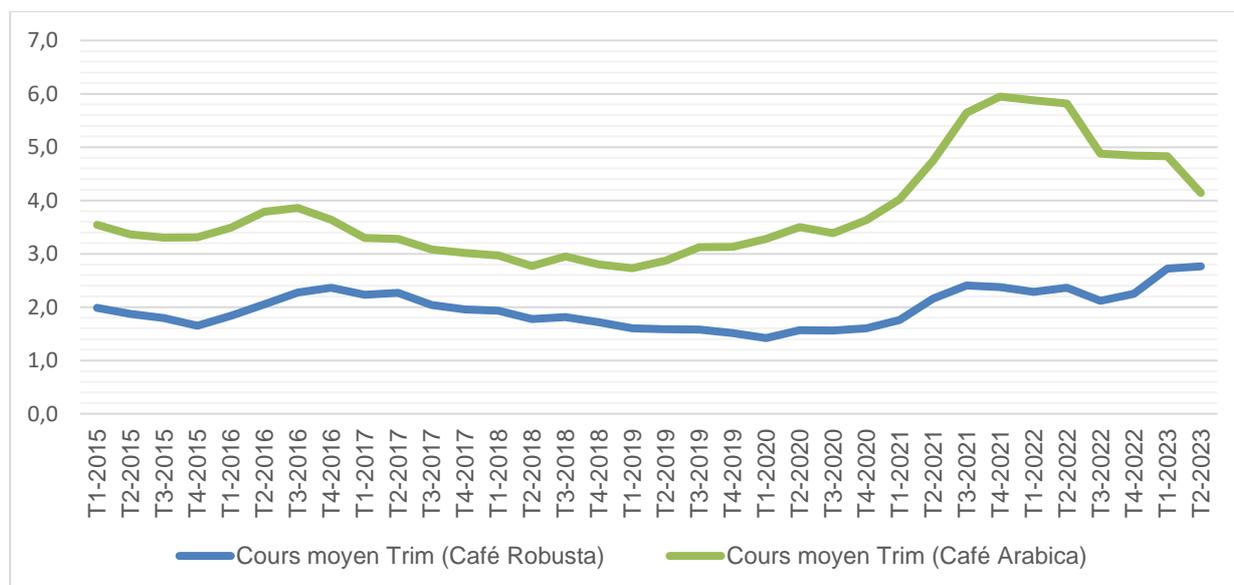
la tendance haussière du prix de la fève de cacao depuis le deuxième trimestre de l'année dernière.

Cette appréciation sur le marché mondial s'explique par : i) la contraction de l'offre de la fève de cacao, en liaison avec l'envol des prix des engrais qui peut impacter leur utilisation, et par ricochet, les rendements ; et ii) les phénomènes météorologiques liés aux inondations en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao. En outre, la demande mondiale de la fève de cacao n'a cessé d'augmenter depuis le début de l'année, dans un environnement marqué par les anticipations des effets climatiques liés à *El Nino* qui menacerait la région ouest africaine.

Au troisième trimestre 2023, les cours du café *Arabica* ont poursuivi leur dynamique baissière entamée depuis le pic enregistré au quatrième trimestre 2021 (5,9 \$/Kg). Le cours moyen de l'*Arabica* s'est établi à 4,1 \$/Kg au troisième trimestre 2023, soit des baisses respectives de 14,2%, en variation trimestrielle, et de 28,8% en glissement annuel.

En revanche, les prix du café Robusta enregistrent une tendance inverse qui s'explique par l'effet de substitution entre les deux produits bien que la qualité de l'*arabica* reste meilleure. Le prix moyen du Robusta s'est affiché à 2,8 \$/Kg au troisième trimestre 2023 contre 2,7 \$/Kg le trimestre précédente. En glissement annuel, le cours du café Robusta a augmenté de 17,0% sur la période.

**Graphique 3** : Evolution des cours moyens trimestriels des cafés Arabica et Robusta (en \$/Kg)



**Source** : Banque mondiale, « *Pink Sheets* », novembre 2023 ; et Commission de l'UEMOA.

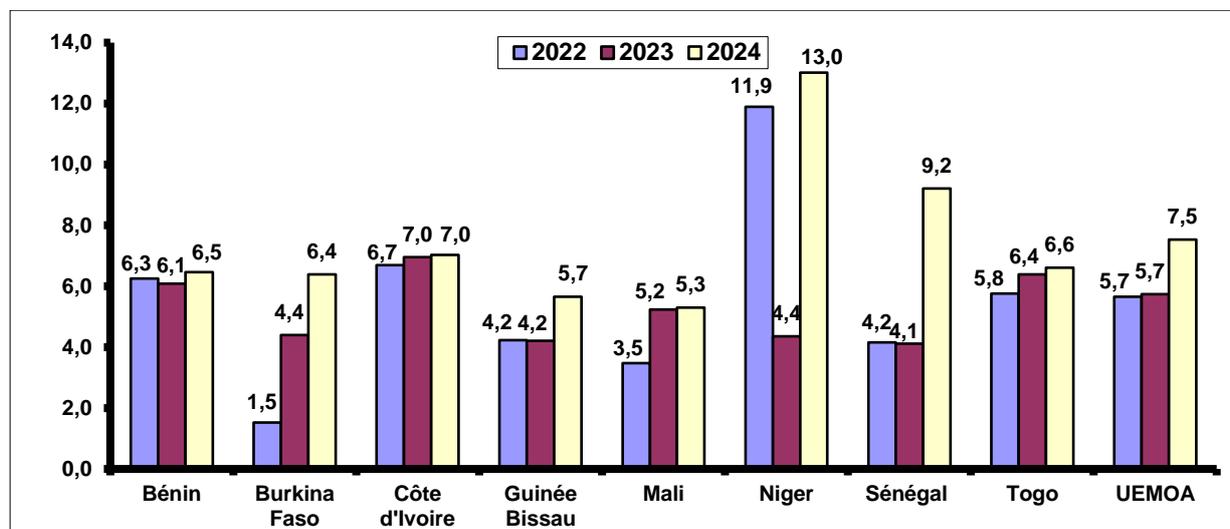
## 2. Conjuncture dans la Zone UEMOA

### 2.1. Activité économique régionale

La croissance économique de l'Union se situerait à 5,7% en 2023, comme en 2022, en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs d'activités, dans un contexte de hausse des prix. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (+6,1%), Burkina Faso (+4,4%), Côte d'Ivoire (+7,0%), Guinée-Bissau (+4,2%), Mali (+5,2%),

Niger (+4,4%), Sénégal (+4,1%) et Togo (+6,4%). En 2024, une croissance de 7,5% est attendue pour l'Union.

**Graphique 4** : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



**Source** : Commission UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2023.

#### ■ **Activité agricole**<sup>4</sup>

Les perspectives de production de la campagne agricole 2022/2023 semblent contrastées. Autant les prévisions de récoltes de produits vivriers sont bonnes, autant les récoltes sur les cultures d'exportation sont déçues. En effet, sur la base des données disponibles, les cultures vivrières devraient enregistrer une hausse de 1,7%, en moyenne, pour cette présente campagne, contre un repli de 3,5% des récoltes attendues des produits d'exportation.

Au Burkina Faso, les récoltes attendues sur les cultures vivrières sont réconfortantes, avec une hausse de la production de 5,3%. Ces bonnes perspectives de récolte seront tirées par la production des tubercules et des céréales, malgré les replis attendus sur le riz et le maïs. Cependant, les estimations pour les cultures d'exportation se sont affaiblies, avec des contractions importantes concernant le coton (-11,9%) et l'arachide (-5,9%). Les cultures d'exportation devraient se replier de 7,9% pour cette présente campagne.

Au Mali, le principal produit d'exportation qu'est le coton devrait se relever, après la baisse enregistrée l'année dernière pour retrouver son niveau d'avant le choc ukrainien. La production de coton est projetée à 690 000<sup>5</sup> tonnes pour la campagne 2022/2023, contre 389 750 tonnes lors de la campagne précédente. La production vivrière, en revanche, est révisée en baisse de 1,2% par rapport à l'année antérieure, plombée par les replis attendus sur les spéculations de maïs (-9,3%) et de sorgho (-3,4%). Les productions de riz et de mil devront se conforter, respectivement de 5,0% et de 6,0%.

<sup>4</sup> Seuls cinq (05) Etats ont fourni les prévisions de la campagne 2022/2023.

<sup>5</sup> Une révision à la baisse de 11,5% a été apportée sur les données agricoles du Mali au troisième (3<sup>ème</sup>) trimestre, comparativement à celles du trimestre précédent. Pour les autres pays, les perspectives de production demeurent inchangées.

Concernant la Guinée Bissau, la production agricole en produits vivriers est projetée en hausse de 7,3%. En revanche, les données de production d'anacarde (principal produit d'exportation) ne sont pas disponibles.

Au Sénégal, les perspectives de production de la campagne 2022/2023 font ressortir une hausse de la production des produits du vivrier de 1,8%, tirée essentiellement par la production céréalière. Cependant, la baisse attendue concernant la production de manioc (-0,5%) et de niébé (-36,4%) a amoindri les effets de reprise sur les productions de céréales. Aussi, les productions d'exportation sont attendues en baisse de 9,6%, en particulier la production d'arachide qui est projetée en baisse de 10,5%, consécutivement à la contraction de 6,7% relevée pour l'année 2022.

Pour ce qui est de la production agricole au Togo, les données de la campagne 2022/2023 ont également été révisées, notamment les productions d'exportation. Ces dernières sont inscrites en contraction de 32% par rapport à l'année précédente, contre une première estimation de baisse de 2,4%. Par ailleurs, la production vivrière devrait rester dynamique, avec une performance de récolte projetée à 2,9% par rapport à l'année dernière.

**Tableau 2** : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2022/2023

Etats membres	Production vivrière		Production d'exportation	
	Quantité (Tonnes)	Variation (%)	Quantité (Tonnes)	Variation (%)
Bénin	nd	nd	nd	nd
Burkina Faso	5 804 926	5,3	1572136	-7,9
Côte d'Ivoire	nd	nd	nd	nd
Guinée Bissau	533 272	7,3	nd	nd
Mali	9 979 027	-1,2	780 000	77,0
Niger	nd	nd	nd	nd
Sénégal	5 179 104	1,8	2 994 124	-9,6
Togo	4 142 676	2,9	94 988	-32,0
UEMOA	nd	nd	nd	nd

**Source** : INS des Etats membres.

### ■ **Activité industrielle<sup>6</sup>**

En Côte d'Ivoire, la production industrielle s'est contractée de 2,6% au troisième trimestre 2023, en variation trimestrielle. Ce repli de la production industrielle est le résultat des contreperformances relevées au niveau des industries manufacturières et sur la production d'électricité. En effet, dans les industries manufacturières, il a été noté une baisse, entre autres, dans les industries de production alimentaire (-16,8%), de fabrication de boissons (-18,6%), du textile (-15,4%) et de l'ameublement (-21,5%). La production d'électricité, pour sa part, s'est contractée de 3,7% sur la période. En revanche, les activités d'extraction d'hydrocarbures, le raffinage pétrolier, l'industrie métallurgique, la fabrication de produits chimiques et le captage, traitement et

<sup>6</sup> Les statistiques sur l'IHPI ne sont pas disponibles sur la période pour le Mali et le Bénin.

distribution d'eau sont restés vigoureux, évoluant en variation trimestrielle, respectivement, de 6,3%, 6,9%, 24,9%, 9,3% et 2,7%.

En glissement annuel, la production industrielle, en Côte d'Ivoire, s'est confortée de 3,5% au troisième trimestre 2023, sous l'effet d'une bonne tenue des activités d'extraction d'hydrocarbures (+8,0%), de raffinage de pétrole (+2,1%), de la production chimique (+16,7%) et de la métallurgie (+4,3%). La production d'énergie s'est également bien comportée sur la période sous revue, du fait de la hausse de la production d'électricité de 2,8% et celle de l'eau de 2,2%. Toutefois, l'évolution de l'Indice de la production industrielle a été amoindrie par les replis enregistrés, entre autres, au niveau de la fabrication de produits alimentaires (-7,0%) et de la fabrication de textiles (-32,0%).

En Guinée Bissau, l'activité industrielle est restée dynamique sur le deuxième trimestre de l'année en cours, avec une progression de 2,7% en variation trimestrielle. Ce dynamisme est expliqué par l'ensemble des secteurs industriels qui ont connu une croissance positive sur la période. En glissement annuel, la production industrielle, en Guinée Bissau, s'est améliorée de 15,1%, avec une forte contribution des industries manufacturières qui ont enregistré un bond de 14,1% au troisième trimestre 2023, par rapport à la période sous revue. La production d'énergie (eau et électricité) s'est aussi relevée de 19,1%, en glissement annuel.

Au Mali, le secteur industriel s'est contracté de 4,8% au troisième trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de la non-production des industries d'égrenage de coton et d'une baisse dans les extractives (-6,1%). Les productions d'électricité et d'eau se sont repliées, respectivement de 14,6% et de 1,5% sur la période sous revue. Toutefois, en glissement annuel, l'activité industrielle s'est revigorée de 13,3%.

Au Niger, l'activité industrielle s'est infléchie de 12,9% en variation trimestrielle et de 14,6% en glissement annuel. L'industrie minière a certainement dû subir, de plein fouet, la crise politique du mois de juillet dernier. En effet, la production minière s'est fortement contractée, de 19,9% en variation trimestrielle, et de 18,5%, en glissement annuel. Par ailleurs, il est relevé que la Somaïr, filiale d'ORANO qui exploite la mine d'Arlit, a dû cesser sa production de concentré d'uranium au Niger le 09 septembre dernier, avançant des raisons techniques liées aux intrants. Dès lors, la baisse enregistrée dans l'activité minière a été accentuée par la contraction de la production d'énergie. Cette dernière s'est repliée de 24,4% en variation trimestrielle et de 7,9% en glissement annuel. En revanche, l'activité de l'industrie manufacturière s'est améliorée de 2,0%, comparativement au trimestre précédent, mais pas suffisamment par rapport à la même période de l'année précédente. En glissement annuel, l'industrie manufacturière s'est contractée de 13,4%.

Au Sénégal, la production industrielle s'est infléchie de 5,0% en variation trimestrielle et de 4,9% en glissement annuel, au troisième trimestre 2023. En effet, les activités d'extraction ont connu des baisses respectives de 6,0% par rapport au trimestre précédent et de 11,2% en glissement annuel. Cette tendance baissière est aussi relevée pour les produits manufacturiers dont la production s'est contractée de 7,2% en variation trimestrielle et de 7,1% en glissement annuel. La production d'énergie s'est aussi repliée de 0,3%, malgré la progression de 13% dans le sous-secteur de l'électricité. En

revanche, la production des branches d'énergie s'est améliorée de 4,5% en glissement annuel.

Au Togo, également, des difficultés ont été relevées dans le secteur industriel. En effet, l'activité industrielle s'est contractée de 5,4% en variation trimestrielle et de 1,7% en glissement annuel. C'est baisse de la production industrielle est essentiellement expliquée par les mauvaises performances (-10,1% et -5,8%, respectivement, en variation trimestrielle et en glissement annuel) des industries manufacturières. Dans les activités de production d'énergie, il a été relevé une baisse d'activité en variation trimestrielle (-3,7%), mais l'activité a demeuré à son meilleur niveau par rapport à l'année dernière (+3,2%). Par ailleurs, les activités extractives sont restées dynamiques sur la période sous revue (+22,1% en variation trimestrielle et +17,8% en glissement annuel).

### ■ **Activité dans le commerce et les services**<sup>7</sup>

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail<sup>8</sup> a régressé de 1,4% en Côte d'Ivoire, au troisième trimestre 2023, comparativement au trimestre précédent. Cette contreperformance s'explique, notamment, par les baisses constatées au niveau des branches « *motocycles neufs* » (-11,5%), « *autres appareils électriques et électroniques non ménagers* » (-10,6%) et « *autres produits* » (-7,9%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 8,3%.

Pour la Guinée-Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail<sup>9</sup> s'est amélioré de 2,9% sur la période sous revue. Cette progression est liée principalement aux augmentations enregistrées au niveau des branches « *produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture* » (+3,8%), aux « *équipements de la personne* » (+3,1%), « *textiles, habillement, articles chaussants et cuirs* » (3,1%) et « *ameublement, équipements et produits ménagers* » (3,0%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 7,9%.

Quant au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a affiché une hausse de 2,6% au troisième trimestre 2023, comparativement au trimestre précédent. Cette amélioration de l'indice est consécutive aux augmentations observées, notamment, au niveau du chiffre d'affaires des branches « *commerce et réparation d'automobiles et de motocycles* » (+13,1%), « *commerce de gros* » (+4,0%), et « *commerce de détail* » (+3,7). En glissement annuel, l'indice a progressé de 6,4%.

Concernant l'indice du chiffre d'affaires des services, il a augmenté de 5,5% au troisième trimestre 2023, comparativement au trimestre précédent. Cette amélioration de l'indice est consécutive aux augmentations observées, notamment, au niveau du chiffre d'affaires des branches « *restauration et débits de boisson* » (+34,2%), « *activités financières* » (+17,5%) et « *activités de poste et de courrier* » (+13,0). En glissement annuel, l'indice a progressé de 10,0%.

---

<sup>7</sup> Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services.

<sup>8</sup> Produit par la BCEAO.

<sup>9</sup> Produit par la BCEAO.

## ■ Créations d'entreprises

Au troisième trimestre 2023, en Guinée Bissau, 133 entreprises ont été enregistrées, contre 130 pour le second trimestre, soit une hausse de 2,3%. En glissement annuel, la création d'entreprises s'est affichée en baisse de 13,7%.

Au Niger, au troisième trimestre 2023, une hausse de 1,2% a été observée dans l'enregistrement des entreprises, comparativement à un trimestre plus tôt, avec 4 258 entreprises, contre 4 208. Comparativement au troisième trimestre 2022, la création d'entreprises est ressortie en hausse de 7,1%.

Le troisième trimestre de l'année 2023 a été marqué, au Sénégal, par une baisse de 5,5% des créations d'entreprises individuelles, comparées au trimestre précédent (18 917 entreprises ont été enregistrées, contre 14103). Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre d'entreprises créées a baissé de 4,1%.

Au titre du troisième trimestre 2023, au Togo, 3 952 entreprises ont été enregistrées contre 3 628 au trimestre précédent, soit une hausse de 8,9%. Comparé au troisième trimestre 2022, le nombre d'entreprises enregistrées a progressé de 14,6%.

## 2.2. Evolution de l'inflation

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est ressorti en hausse de 1,9% au cours du troisième trimestre de l'année 2023, en variation trimestrielle. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une nette progression de 2,9%. L'analyse des différentes composantes de l'indice général des prix permet de noter que l'évolution des prix constatée en variation trimestrielle a été essentiellement induite par la hausse du sous-indice de la fonction « *alimentation et boissons non alcoolisées* » (+3,3%).

**Tableau 3** : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2022		2023			Variation (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T23/ 2T23	3T23/ 3T22
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	133,0	132,6	129,8	131,9	136,2	3,3	2,4
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	123,1	122,8	125,3	126,1	128,1	1,5	4,0
Articles d'habillement et chaussures	703,2	109,3	110,1	111,1	111,2	111,4	0,2	1,9
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	112,9	115,3	116,9	117,0	117,9	0,8	4,5
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	108,9	109,5	110,9	111,2	111,2	0,0	2,1
Santé	423,2	107,4	107,3	107,8	107,7	108,6	0,8	1,1
Transport	891,8	109,2	110,7	112,6	113,7	115,6	1,7	5,8
Communication	486,5	96,5	97,2	97,2	97,1	96,9	-0,2	0,4
Loisir et culture	253,7	109,4	110,3	109,8	110,9	111,7	0,8	2,2
Enseignement	231,2	109,0	109,8	110,0	110,0	110,2	0,2	1,1
Restaurant et hôtel	638,8	113,3	114,6	116,6	118,6	119,4	0,7	5,4
Biens et services divers	444,2	110,4	111,6	112,5	113,0	113,2	0,2	2,5
<b>Total</b>	<b>10000,0</b>	<b>119,3</b>	<b>119,8</b>	<b>119,3</b>	<b>120,5</b>	<b>122,8</b>	<b>1,9</b>	<b>2,9</b>

**Source** : Commission de l'UEMOA

Toutes les composantes de l'IHPC ont affiché des évolutions de prix à la hausse en variation trimestrielle, à l'exception notable de la composante « *communication* » (-0,2%).

En glissement annuel, la hausse des prix observée (+2,9%) dans l'Union tient aussi principalement à l'évolution des prix de la fonction « *alimentation et boissons non alcoolisées* » qui ont connu une progression de 2,4% sur la période, et, dans une bien moindre mesure, aux augmentations de prix constatées au niveau des composantes « *transport* » (+5,8%), « *logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles* » (+4,5%), et « *restaurant et hôtel* » (+5,4%).

L'analyse de la dynamique de l'IHPC, sur la base des évolutions constatées dans les Etats membres de l'Union, permet de noter que la hausse observée (+1,9%), en variation trimestrielle, tient à l'augmentation des prix dans tous les Etats membres de l'Union à l'exception du Bénin (-1,2%) et du Togo (-0,3%). Les hausses de prix constatées ont été particulièrement importantes au Niger (+5,5%) et au Sénégal (+4,0%).

**Tableau 4** : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2022		2023			Variation (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T23/ 2T22	3T23/ 3T22
BENIN	807,3	106,3	110,3	112,1	110,3	109,0	-1,2	2,5
BURKINA	849,0	128,5	125,5	121,5	124,2	126,1	1,5	-1,9
COTE D'IVOIRE	3 796,9	117,8	118,7	119,6	121,1	122,7	1,3	4,1
GUINEE-BISSAU	216,6	120,8	122,9	125,1	127,5	128,1	0,5	6,0
MALI	740,0	118,9	118,7	117,1	117,4	118,7	1,1	-0,2
NIGER	602,8	114,7	112,7	113,2	114,3	120,7	5,5	5,2
SENEGAL	1 958,6	124,4	127,7	124,7	125,5	130,5	4,0	4,9
TOGO	1 028,9	120,7	121,2	123,4	126,6	126,2	-0,3	4,6
<b>UEMOA</b>	<b>10 000,0</b>	119,3	119,8	119,3	120,5	122,8	1,9	2,9

**Source** : Commission de l'UEMOA.

En glissement annuel, le niveau élevé de l'inflation (+2,9%) s'explique par le fait que l'IHPC s'est affiché en nette hausse et a dépassé la norme communautaire de référence de 3% dans cinq (05) des Etats membres de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire (+4,1%), la Guinée-Bissau (+6,0%), le Niger (+5,2%), le Sénégal (+4,9%) et le Togo (+4,6%). Par contre, l'IHPC s'est affiché en baisse au Burkina Faso (-1,9%) et au Mali (-0,2%).

Au niveau régional, les prix des produits frais ont affiché, au troisième trimestre de l'année 2023, une augmentation de 3,3%, par rapport au deuxième trimestre de l'année 2022, tandis que les prix des produits énergétiques se sont inscrits en légère hausse (+0,7%) sur la période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressortie en légère progression (+0,9%), en variation trimestrielle.

**Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC**

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-4,3	-0,8	-0,7	1,4	2,2	4,9	3,8	-2,9	3,3
Indice Energie	0,0	0,8	1,3	2,0	-1,6	0,4	0,1	-0,1	0,7
<b>Taux d'inflation sous-jacente</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,9</b>
Produits locaux	-1,7	-0,2	0,1	0,4	1,2	1,8	1,5	-1,1	1,7
Produits importés	-0,4	0,0	1,0	-1,6	0,5	2,8	0,2	0,2	1,4
Produits du secteur primaire	-4,6	-0,5	-0,4	1,0	1,8	4,7	2,4	-2,9	1,8
Produits du secteur secondaire	-0,9	0,0	0,4	-1,0	0,3	2,5	0,0	-0,4	1,3
Produits du secteur tertiaire	0,1	-0,1	0,2	0,0	1,5	0,0	0,1	0,2	1,0
Biens non durables	-2,6	-0,3	0,0	-0,3	1,3	-0,6	1,8	-1,2	0,8
Biens semi durables	0,1	0,0	0,1	0,9	-0,5	4,4	0,1	0,1	0,5
Biens durables	0,0	0,0	0,1	0,0	0,4	10,3	-0,2	0,1	3,6

**Source** : Commission de l'UEMOA.

Sur la base des données de l'IHPC sur les neuf (09) premiers mois de l'année, le taux d'inflation annuel moyen devrait s'établir à 3,9% pour l'année 2023.

### 2.3. Secteur extérieur

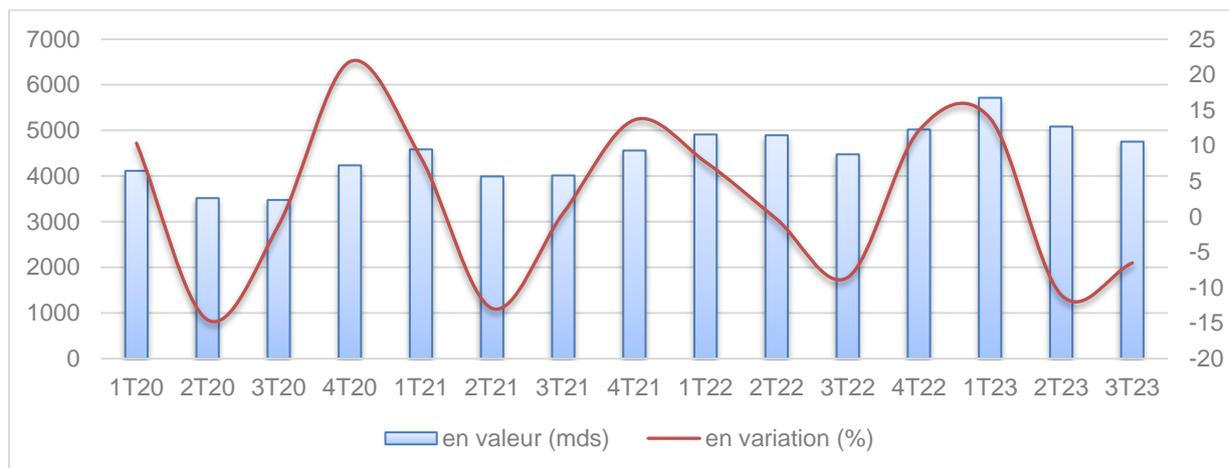
Au troisième trimestre 2023, les échanges commerciaux de l'Union (hors Bénin<sup>10</sup>) avec le reste du monde ont été caractérisés, comparativement au trimestre précédent, par une baisse des ventes et une hausse des achats respectivement de 6,5% et de 6,1%. Par rapport à la même période de l'année 2022, les exportations de l'Union ont augmenté de 6,2%, alors que les importations ont chuté de 7,0%. En cumul sur les trois (03) premiers trimestres de 2023, les exportations et les importations de l'Union (hors Bénin) ont progressé, respectivement de 8,9% et 1,8%, par rapport à celles de la même période de 2022.

#### ■ Exportations

Les exportations de l'Union ont baissé de 330,6 mds (-6,5%) au troisième trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent. Le recul des ventes à l'extérieur de l'Union résulte principalement des chutes enregistrées dans tous les Etats membres, à l'exception de la Guinée Bissau (+80,8 mds) et du Mali (+42,9 mds). En valeur relative, le Niger (-55,6%) est le pays pour lequel les ventes ont le plus baissé, suivi respectivement par le Sénégal (-13,2%), le Togo (-9,4%), la Côte d'Ivoire (-8,5%) et le Burkina Faso (-7,8%).

<sup>10</sup> Les données des échanges extérieurs du Bénin au troisième (3<sup>ème</sup>) trimestre 2023 n'ont pas été disponibles lors de l'élaboration de la note. En conséquence, toutes les analyses et commentaires concernant la situation du commerce extérieur au niveau de l'Union porteront sur la situation de l'UEMOA hors Bénin.

**Graphique 5** : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union (hors Bénin)



**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux des Etats.

La chute des exportations du Niger résulte des baisses enregistrées au niveau de l'ensemble des ventes de ses produits à l'extérieur, notamment en lien avec la fermeture de ses frontières depuis le 30 juillet 2023, particulièrement celles avec le Bénin, qui est son principal corridor portuaire, et après les sanctions prises à son encontre par la CEDEAO après le bouleversement institutionnel du pays. Ainsi, les ventes à l'extérieur des produits des « mines » ont chuté de 59,1%, dont une baisse de 40,2% pour l'uranium, tandis que l'or n'a pas enregistré d'exportation au cours du trimestre sous revue. En ce qui concerne les « hydrocarbures », leurs exportations ont reculé de 44,4%, celles des « produits agricoles » de 50,4% et les ventes des « animaux vivants » et « autres produits » ont respectivement fléchi de 66,9% et 52,7%.

Au troisième trimestre 2023, les exportations de la Côte d'Ivoire ont représenté 55,6% des ventes totales de l'Union à l'extérieur et, pour les autres Etats membres, elles se sont établies à 12,8% pour le Burkina Faso, 12,5% pour le Sénégal et le Mali, 4,0% pour le Togo, 1,7% pour la Guinée Bissau et 0,9% pour le Niger.

En glissement annuel, les exportations de l'Union, cumulées à fin septembre 2023, sont ressorties en hausse de 278,5 mds (+6,2%), en lien avec les augmentations enregistrées au Burkina Faso (+89,5 mds, +17,2%), en Côte d'Ivoire (+234,0 mds, +9,7%), en Guinée Bissau (+30,8 mds, +61,6%), au Mali (+59,9 mds, +11,2%), et au Togo (+51,4 mds, +36,5%), lesquelles ont été atténuées par les baisses observées au Niger (-20,3 mds, +34,4%) et au Sénégal (-166,8 mds, -21,9%).

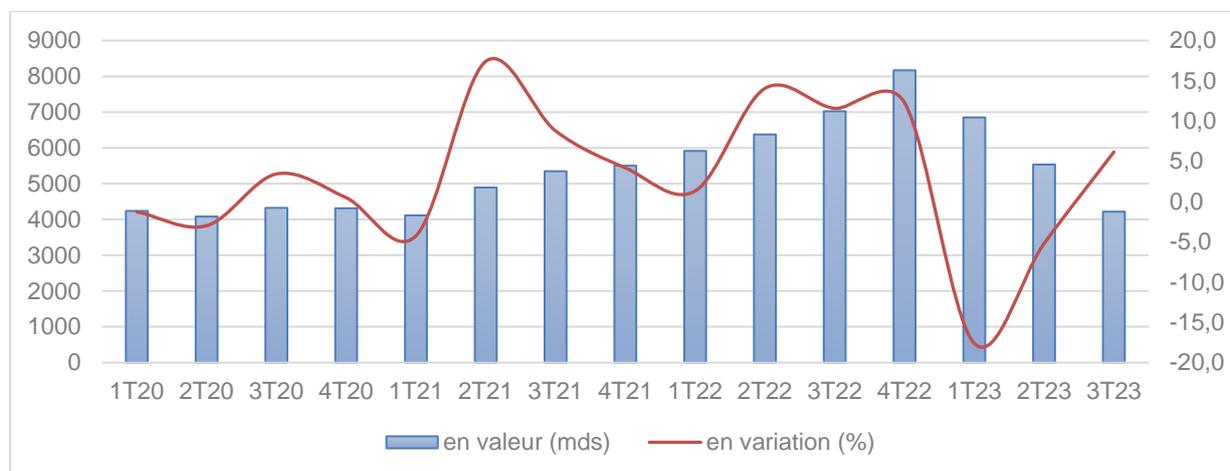
Le cumul des exportations des trois (03) trimestres de l'année 2023 de l'Union s'élève à 15 558,3 mds, contre 14 285,1 mds pour la même période de l'année 2022, soit une hausse de 8,9%.

## ■ Importations

Les importations de l'Union, au troisième trimestre 2023, ont augmenté de 416,8 mds (+6,1%) par rapport au deuxième trimestre de l'année, résultant des hausses enregistrées en Côte d'Ivoire (+313,1 mds, +11,9%) et au Sénégal (+185,0 mds, +12,8%) qui ont été atténuées par les baisses observées au niveau des autres Etats

membres de l'Union, c'est-à-dire le Burkina Faso (-6,5 mds, -0,8%), la Guinée-Bissau (-25,0 mds, -58,4%), le Mali, (-5,3 mds, -0,7%), le Niger (-40,4 mds, -7,1%) et le Togo (-4,1 mds, -0,9%).

**Graphique 6** : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union



**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux des Etats membres.

La baisse des importations au Niger provient de la chute enregistrée au niveau de l'achat de tous les principaux produits, à l'exception des « *biens d'équipement* » (+28,6%), à savoir les « *produits pétroliers* » (-13,0%), les « *produits alimentaires* » (-71,0%) et les « *autres produits* » (-35,2%).

Au troisième trimestre 2023, le plus grand importateur parmi les Etats membres de l'Union a été la Côte d'Ivoire, avec une part de 41,0% du total des achats à l'extérieur de l'Union, suivie respectivement par le Sénégal (22,6%), le Burkina Faso (11,9%), le Mali (10,8%), le Niger (7,3%), le Togo (6,2%) et la Guinée Bissau (0,2%).

En glissement annuel, au troisième trimestre 2023, les importations de l'Union sont ressorties en baisse de 538,2 mds (-7,0%), cette évolution résultant de leur chute dans tous les Etats membres, à l'exception de la Côte d'Ivoire (+156,3 mds, +5,6%). Dans les autres Etats membres de l'Union, la baisse s'est présentée de la manière suivante: Burkina Faso (-70,0 mds, -7,6%), Guinée Bissau (-10,7 mds, -37,6%), Mali (-372,9 mds, -32,4%), Niger (-18,4 mds, -3,4%), Sénégal (-156,9 mds, -8,8%) et au Togo (-65,6 mds, -12,8%).

Le cumul des importations des trois (03) trimestres de l'année 2023 au niveau de l'Union s'élève à 21 128,9 mds, contre 20 746,4 mds pour la même période de l'année 2022, soit en hausse de 1,8%.

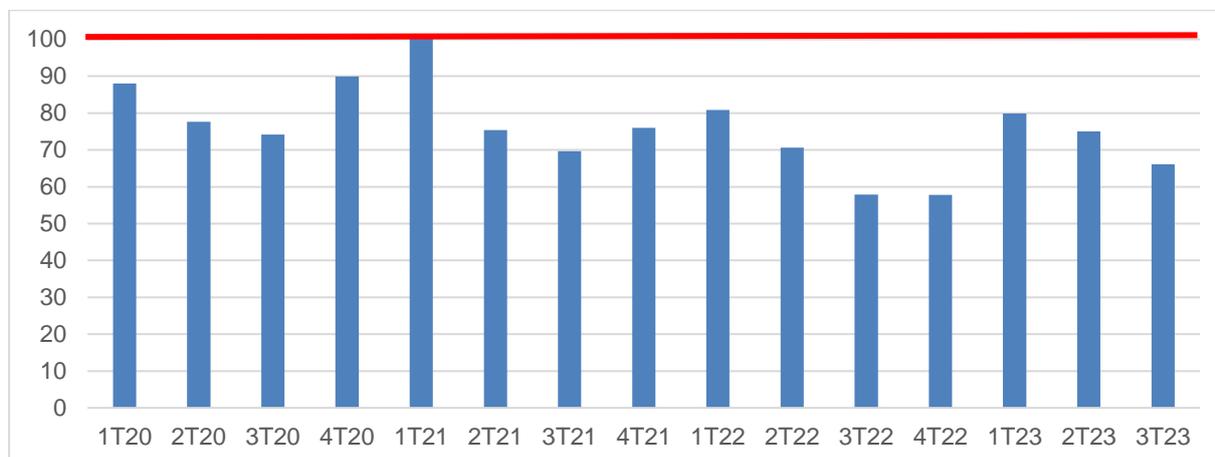
### ■ Taux de couverture

Au troisième trimestre 2023, seules les exportations de la Guinée-Bissau ont couvert les importations du pays. Le taux de couverture des importations par les exportations de l'Union a été de 61,1%, soit une baisse de 8,9 pp par rapport au second trimestre 2023.

Par Etat membre, le taux de couverture se présente comme suit, au troisième trimestre 2023 : Burkina Faso (+71,4%), Côte d'Ivoire (+89,7%), Mali (+76,5%), Niger (+7,3%), Sénégal (+36,6%) et Togo (+43,2%).

En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union a augmenté de 8,2 pp, résultant des hausses enregistrées dans tous les Etats membres, à l'exception du Niger.

**Graphique 7 :** Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)

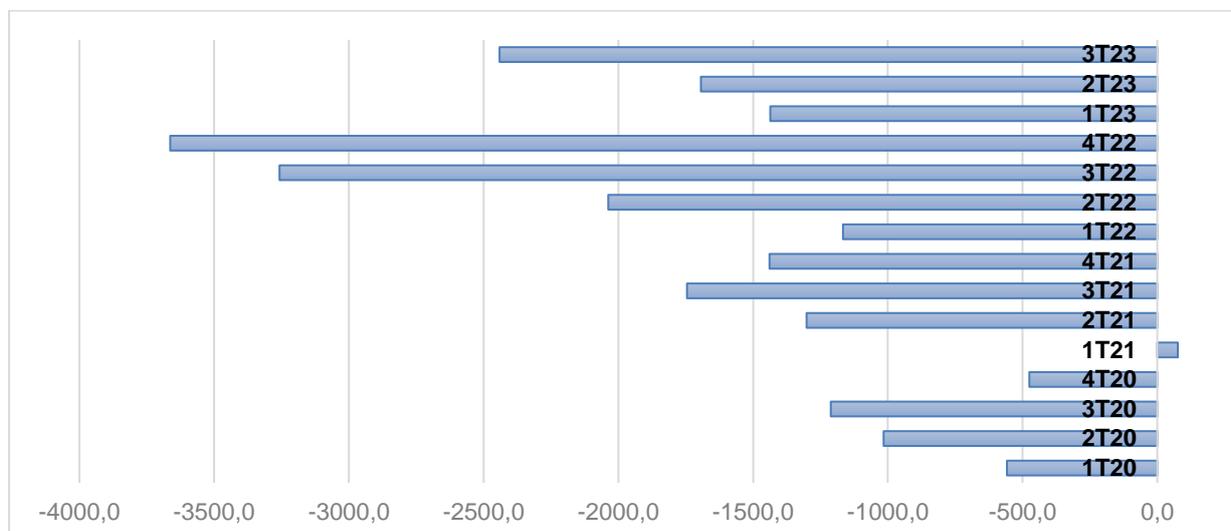


**Source :** Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux des Etats

### ■ Solde commercial

Le déficit commercial de l'Union, au troisième trimestre 2023, s'est creusé de 747,3 mds, par rapport au trimestre précédent, se situant à 2440,9 mds. La Guinée-Bissau est le seul Etat membre de l'Union dont le solde commercial a été excédentaire, avec un niveau de 63,0 mds, après un déficit de 42,8 mds. Même si le solde commercial de l'Union pour le trimestre sous revue est ressorti déficitaire, il s'est tout de même amélioré au Mali (+48,2 mds). En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union s'est réduit de 816,7 mds.

**Graphique 8 :** Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds FCFA)

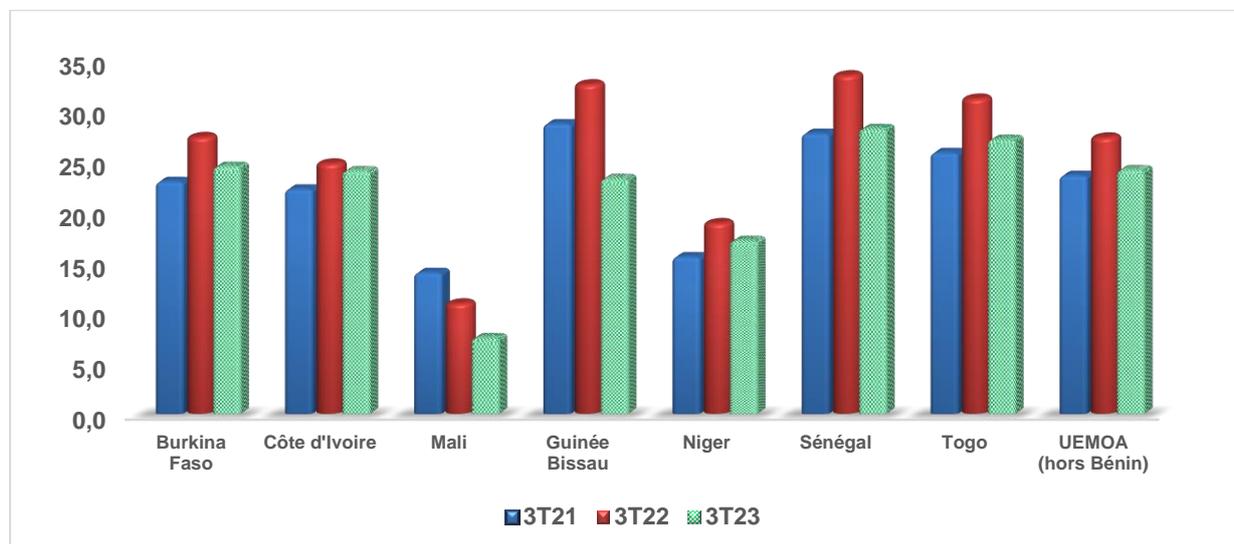


**Source :** Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux des Etats

## ■ *Compétitivité extérieure : Taux de pénétration*

Le troisième trimestre 2023 a été caractérisé par une légère hausse du taux de pénétration de l'Union, comparativement à son niveau au trimestre précédent (+24,1%, soit +0,8 pp). Par rapport au même trimestre de l'année 2022, le taux de pénétration de l'Union a baissé de 3,2 pp au cours du trimestre sous revue.

**Graphique 9 :** Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



**Source :** Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des correspondants nationaux des Etats

## 2.4. Finances publiques

### ■ Recettes

Au cours du troisième trimestre de l'année 2023, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union (hors Bénin)<sup>11</sup> indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 4538,8 mds, contre 4053,9 mds au même trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une hausse de 484,9 mds, en termes absolus, et à une progression relative de 12,0% en glissement annuel.

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, il ressort que l'évolution à la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales dans certains Etats membres de l'Union, sur la période, notamment en Côte d'Ivoire (+363,0 mds, soit +25,0%), au Mali (+81,0 mds, soit +14,2%), au Sénégal (+62,3 mds, soit +7,2%), au Togo (+41,5 mds, soit +21,6%) et en Guinée Bissau (+6,6 mds, soit +21,2%). Sur la même période, les recettes budgétaires totales ont, en revanche, évolué à la baisse au Niger (-57,9 mds, soit -24,5%) et au Burkina Faso (-11,6 mds, soit -1,7%).

<sup>11</sup> Au troisième trimestre 2023, les données conjoncturelles sur les finances publiques du Bénin n'étaient pas disponibles. En conséquence, dans la présente note, les analyses et les commentaires sur la situation globale des finances publiques de l'Union portent sur la situation hors Bénin.

**Tableau 6 : Recettes et dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA**

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Recettes Totales</b>	-	<b>689,4</b>	<b>1815,9</b>	<b>37,5</b>	<b>651,8</b>	<b>178,7</b>	<b>931,7</b>	<b>233,8</b>
	<i>380,5</i>	<i>701,0</i>	<i>1452,9</i>	<i>30,9</i>	<i>570,8</i>	<i>236,6</i>	<i>869,3</i>	<i>192,3</i>
	-	-1,7%	25,0%	21,2%	14,2%	-24,5%	7,2%	21,6%
<b>Recettes Fiscales</b>	-	<b>558,6</b>	<b>1432,9</b>	<b>34,2</b>	<b>482,2</b>	<b>164,6</b>	<b>843,8</b>	<b>222,1</b>
	<i>297,7</i>	<i>525,1</i>	<i>1218,4</i>	<i>27,7</i>	<i>408,6</i>	<i>220,7</i>	<i>756,0</i>	<i>181,2</i>
	-	6,4%	17,6%	23,2%	18,0%	-25,4%	11,6%	22,6%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>-0,0</b>	<b>104,3</b>	<b>236,4</b>	<b>3,4</b>	<b>21,7</b>	<b>11,6</b>	<b>31,9</b>	<b>11,7</b>
	<i>82,8</i>	<i>73,9</i>	<i>184,4</i>	<i>3,2</i>	<i>29,0</i>	<i>14,2</i>	<i>113,4</i>	<i>10,3</i>
	-	41,2%	28,2%	4,1%	-25,2%	-18,8%	-71,9%	13,5%
<b>Dépenses Totales</b>	-	<b>768,6</b>	<b>2293,5</b>	<b>46,6</b>	<b>780,7</b>	<b>298,9</b>	<b>1253,6</b>	<b>416,5</b>
	<i>530,9</i>	<i>847,9</i>	<i>1981,2</i>	<i>53,6</i>	<i>732,6</i>	<i>413,1</i>	<i>1058,0</i>	<i>414,4</i>
	-	-9,4%	15,8%	-13,0%	6,6%	-27,6%	18,5%	0,5%
<b>Dépenses Courantes</b>	-	<b>554,2</b>	<b>1667,2</b>	<b>46,3</b>	<b>652,2</b>	<b>202,0</b>	<b>873,9</b>	<b>267,4</b>
	<i>336,0</i>	<i>560,1</i>	<i>1454,2</i>	<i>41,1</i>	<i>615,9</i>	<i>258,4</i>	<i>731,4</i>	<i>215,1</i>
	-	-1,1%	14,6%	12,6%	5,9%	-21,8%	19,5%	24,3%
<b>Dépenses en Capital</b>	-	<b>214,4</b>	<b>626,3</b>	<b>0,3</b>	<b>128,6</b>	<b>96,9</b>	<b>379,7</b>	<b>149,4</b>
	<i>194,9</i>	<i>287,8</i>	<i>527,0</i>	<i>12,5</i>	<i>116,7</i>	<i>154,7</i>	<i>326,6</i>	<i>199,3</i>
	-	-25,5%	18,8%	-97,4%	10,2%	-37,3%	16,3%	-25,0%
<b>Solde Global</b>	-	<b>-79,2</b>	<b>-477,5</b>	<b>-9,1</b>	<b>-128,9</b>	<b>-120,2</b>	<b>-322,0</b>	<b>-182,7</b>
	<i>-150,4</i>	<i>-146,9</i>	<i>-528,3</i>	<i>-22,6</i>	<i>-161,8</i>	<i>-176,5</i>	<i>-188,7</i>	<i>-222,2</i>
	-	-46,1%	-9,6%	-59,9%	-20,3%	-31,9%	70,6%	-17,8%

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

**Source** : CNPE/Commission de l'UEMOA.

L'analyse des principales composantes des recettes indique que la hausse des recettes totales de l'Union résulte de la dynamique des recettes fiscales qui se sont affichées en hausse de 400,7 mds (+12,0%), par rapport au troisième trimestre de l'année 2022.

Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional, s'explique par la mobilisation accrue de ces recettes dans tous les Etats membres de l'Union, sur la période, à l'exception du Niger (-56,0 mds, soit -25,4%). Par Etat membre, l'augmentation des recettes constatée s'est présentée comme suit : Côte d'Ivoire (+214,5 mds, soit +17,6%), Mali (+73,6 mds, soit +18,0%), Sénégal (+87,8 mds, soit +11,6%), Togo (+40,9 mds, soit +22,6%), Burkina Faso (+33,4 mds, soit +6,4%) et Guinée-Bissau (+6,4 mds, soit +23,2%).

S'agissant des recettes non fiscales, elles sont ressorties en baisse de 7,5 mds (-1,8%) en glissement annuel. Cette diminution a essentiellement été impulsée par la baisse observée au Sénégal (-81,5 mds, soit -71,9%), au Mali (-7,3 mds, soit -25,2%) et au Niger (-2,7 mds, soit -18,8%). Dans le même temps, les recettes non fiscales se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+52,0 mds, soit +28,2%), au Burkina Faso (+30,4 mds, soit +41,2%), au Togo (+1,4 mds, soit +13,5%) et en Guinée Bissau (+0,1 mds, soit +4,1%).

## ■ Dépenses

Au troisième trimestre 2023, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 357,6 mds, soit une augmentation de 6,5% en termes relatifs, par rapport au troisième trimestre de l'année 2022. Cette dynamique des dépenses publiques régionales a été essentiellement portée par les hausses relevées en Côte d'Ivoire (+312,3 mds, soit +15,8%) et au Sénégal (+195,6 mds, soit +18,5%). En dehors de ces pays, le Mali (+48,1 mds, soit +6,6%) et le Togo (+2,0 mds, soit +0,5%) ont observé des hausses de leurs dépenses publiques totales, tandis que des baisses ont été respectivement enregistrées au Burkina Faso (-79,4 mds, soit -9,4%), au Niger (-114,1 mds, soit -27,6%) et en Guinée-Bissau (-7,0 mds, soit -13,0%).

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse observée au niveau régional est due principalement à celle des dépenses courantes qui s'est globalement établie autour de 4 263,1 mds, soit une progression relative d'environ 10,0%, par rapport au troisième trimestre de l'année 2022.

Cette évolution des dépenses courantes au niveau de la région s'explique par les hausses des dépenses courantes en Côte d'Ivoire (+213,0 mds, soit +14,6%), au Sénégal (+142,5 mds, soit +19,5%), au Togo (+52,2 mds, soit +24,3%), au Niger (+36,3 mds, soit +5,9%) et en Guinée-Bissau (+5,2 mds, soit +12,6%) en glissement annuel. Sur la période, seuls le Niger (-56,4 mds, soit -21,8%) et le Burkina Faso (-5,9 mds, soit -1,1%) ont affiché des baisses de leurs dépenses courantes.

Concernant les dépenses en capital de l'Union, elles sont ressorties en baisse de 29,0 mds (-1,8%), par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. Cette baisse des dépenses d'investissement régionales tient principalement aux replis respectivement observés au Burkina Faso (-73,4 mds, soit -25,5%), au Niger (-57,8 mds, soit -37,3%), au Togo (-49,9 mds, soit -25,0%) et en Guinée Bissau (-12,1 mds, soit -37,3%). Sur la période, la Côte d'Ivoire (+99,2 mds, soit +18,8%), le Sénégal (+53,1 mds, soit +16,3%) et le Mali (+11,9 mds, soit +10,2%) ont, quant à eux, enregistré des hausses.

## ■ Solde budgétaire

Au terme du troisième trimestre 2023, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 127,4 mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2022, pour se situer à -13 19,6 mds.

Cette amélioration du déficit budgétaire de l'Union résulte de l'amélioration de la position budgétaire de tous les Etats membres, à l'exception du Sénégal qui a connu une augmentation de son déficit budgétaire de 133,3 mds, par rapport à la situation du troisième trimestre 2023, qui s'est ainsi situé à 322,0 mds. Sur la même période, les améliorations les plus remarquables dans les autres Etats membres de l'Union ont été relevées au Burkina Faso, au Niger et en Côte d'Ivoire où les déficits budgétaires se sont améliorés, respectivement, de 67,8 mds, 56,3 mds et de 50,8 mds, en glissement annuel, pour atteindre -146,9 mds, -176,5 mds et -477,5 mds, au terme du troisième trimestre 2023.

Enfin, il importe de souligner que le Togo, le Mali, et la Guinée-Bissau ont également enregistré des améliorations de leur position budgétaire sur la même période, respectivement de 39,5, 32,9 et 13,6 mds.

## 2.5. Situation monétaire

### 2.5.1. Masse monétaire

Au terme du troisième trimestre de l'année 2023, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent une augmentation de la masse monétaire de 88,1 mds. Cette augmentation des disponibilités monétaires s'explique par les évolutions à la hausse de la masse monétaire dans la plupart des Etats membres de l'Union. En effet, par rapport au troisième trimestre de 2022, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse au Mali (+257,0 mds, soit +5,7%), au Burkina Faso (+110,7 mds, soit +2,0%), au Togo (+71,1 md, soit +2,7%), au Bénin (+64,0 mds, soit + 2,5%), en Guinée-Bissau (+68,6 mds, soit +14,4%) et au Niger (+2,6 mds, soit +0,1%). Sur la même période, la masse monétaire a, en revanche, évolué à la baisse en Côte d'Ivoire (-447,7 mds, soit -2,6%) et au Sénégal (-38,0 mds, soit -0,4%).

### 2.5.2. Actifs extérieurs nets

Sur la période sous revue, les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union ont affiché une évolution à la hausse, d'un montant de 496,0 mds, soit une augmentation relative de 4,7%, par rapport au deuxième trimestre de la même année.

**Tableau 7** : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Masse monétaire</b>	<b>2576,8</b>	<b>5779,3</b>	<b>16584,1</b>	<b>543,7</b>	<b>4783,1</b>	<b>1900,3</b>	<b>9354,5</b>	<b>2736,6</b>
	<i>2512,8</i>	<i>5668,6</i>	<i>17031,8</i>	<i>475,1</i>	<i>4526,1</i>	<i>1897,7</i>	<i>9392,5</i>	<i>2665,5</i>
	2,5%	2,0%	-2,6%	14,4%	5,7%	0,1%	-0,4%	2,7%
<b>Actifs Extérieurs Nets</b>	<b>1879,3</b>	<b>1900,8</b>	<b>2862,8</b>	<b>325,7</b>	<b>332,7</b>	<b>425,3</b>	<b>2266,4</b>	<b>1169,7</b>
	<i>2045,2</i>	<i>1778,1</i>	<i>2827,7</i>	<i>292,3</i>	<i>216,7</i>	<i>388,5</i>	<i>2074,4</i>	<i>1043,6</i>
	-8,1%	6,9%	1,2%	11,4%	53,5%	9,5%	9,3%	12,1%
<b>BCEAO</b>	<b>-459,0</b>	<b>-377,7</b>	<b>1401,6</b>	<b>222,4</b>	<b>-160,7</b>	<b>114,1</b>	<b>1160,2</b>	<b>-209,0</b>
	<i>-375,1</i>	<i>-460,1</i>	<i>1375,2</i>	<i>182,1</i>	<i>-227,5</i>	<i>60,7</i>	<i>1154,1</i>	<i>-337,5</i>
	22,4%	-17,9%	1,9%	22,1%	-29,4%	87,9%	0,5%	-38,1%
<b>Banques Commerciales</b>	<b>2338,3</b>	<b>2278,5</b>	<b>1461,2</b>	<b>103,4</b>	<b>493,3</b>	<b>311,2</b>	<b>1106,2</b>	<b>1378,7</b>
	<i>2420,3</i>	<i>2238,3</i>	<i>1452,5</i>	<i>110,2</i>	<i>444,3</i>	<i>327,8</i>	<i>920,3</i>	<i>1381,1</i>
	-3,4%	1,8%	0,6%	-6,2%	11,0%	-5,1%	20,2%	-0,2%
<b>Créances sur les autres secteurs</b>	<b>2462,0</b>	<b>4345,0</b>	<b>10718,4</b>	<b>191,7</b>	<b>3757,1</b>	<b>1329,3</b>	<b>6351,9</b>	<b>1742,5</b>
	<i>2227,5</i>	<i>4170,7</i>	<i>10924,8</i>	<i>151,9</i>	<i>3812,8</i>	<i>1328,5</i>	<i>6133,8</i>	<i>1708,8</i>
	10,5%	4,2%	-1,9%	26,2%	-1,5%	0,1%	3,6%	2,0%
<b>Créances nettes sur l'administration centrale</b>	<b>-65,2</b>	<b>341,4</b>	<b>5926,7</b>	<b>84,7</b>	<b>1542,7</b>	<b>483,7</b>	<b>2669,8</b>	<b>129,2</b>
	<i>-59,6</i>	<i>275,8</i>	<i>6155,5</i>	<i>78,5</i>	<i>1488,3</i>	<i>527,1</i>	<i>2837,3</i>	<i>221,3</i>
	9,4%	23,8%	-3,7%	8,0%	3,7%	-8,2%	-5,9%	-41,6%

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2023, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2023. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

**Source** : BCEAO.

Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les hausses enregistrées au niveau des avoirs extérieurs nets, au Sénégal (+192,0 mds, soit +9,3%), au Togo (+126,1 mds, soit +12,1%), au Mali (+115,9 mds, soit +53,5%) et au Burkina Faso (+122,7 mds, soit +6,9%) et, dans une moindre mesure, en Côte d'Ivoire (+35,1 mds, soit +1,2%), au Niger (+36,8 mds, soit +9,5%) et en Guinée-Bissau (+33,4 mds, soit +11,4%), lesquelles n'ont été que peu compensées par la baisse relevée au Bénin (-165,9 mds, soit -8,1%).

### 2.5.3. Créances sur les autres secteurs

Sur le troisième trimestre de l'année 2023, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional, en hausse de 439,0 mds, soit une progression relative de 1,4%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, c'est-à-dire, au Bénin (+234,5 mds, soit +10,5%), au Sénégal (+218,1 mds, soit +3,6 %), au Burkina Faso (+174,2 mds, soit +4,2%), en Guinée-Bissau (+0,4 mds, soit +0,2%), au Togo (+33,7 mds, soit +2,0%), au Niger (+0,8 mds, soit +0,1%). Seuls la Côte d'Ivoire (-206,4 mds, soit -1,9%) et le Mali (-55,7 mds, soit -1,5%) ont affiché des baisses de leurs créances du secteur bancaire, sur la période.

### 2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du troisième trimestre de l'année 2023, les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 11 112,9 mds, contre 11 524,2 mds au trimestre précédent, soit une baisse absolue de 411,2 mds, correspondant à une amélioration relative de 3,6% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire. Du point de vue des Etats membres, cette amélioration de ladite position résulte des diminutions des créances sur les administrations centrales relevées en Côte d'Ivoire (-228,8 mds, soit -3,7%), au Sénégal (-167,4 mds, soit -5,9%), au Togo (-92,2 mds, soit -41,6%), au Niger (-43,5 mds, soit -8,2%) et au Bénin (-5,6 mds, soit 9,4%). Sur la période, le Mali (+54,4 mds, soit +3,7%) et la Guinée Bissau (+6,2 mds, soit +8,0%) ont affiché une amélioration de leur position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire.

## 3. Principaux faits marquants

### 3.1. Environnement international

**Septembre 2023** - Près de 22 ans après sa création, le regroupement des BRICS accueille six nouveaux membres : l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Egypte, l'Iran, l'Ethiopie et l'Argentine. L'élargissement devrait se poursuivre dans les prochains mois créant un bloc suffisamment puissant pour peser sur la géopolitique internationale et faire valoir les intérêts des pays émergents dans l'économie mondiale.

**Source** : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** - Selon le Conseil mondial de l'or, la demande mondiale de métal jaune a baissé de 2% au deuxième trimestre, en raison de moindres achats des banques centrales et des investisseurs.

**Source** : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** – Aux Etats-Unis, tirée par les prix du carburant, la hausse des prix à la consommation s'est accélérée aux Etats Unis, atteignant 3,5% sur un an, selon l'indice PCE publié par le Département du Commerce en septembre.

Par ailleurs, d'après le rapport « *Chiffres clés de l'énergie 2023* », publié en septembre 2023, les Etats-Unis devancent, désormais, la Norvège et la Russie, qui fournit encore l'Hexagone en gaz à hauteur de 15%. Une conséquence directe du déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie et des embargos énergétiques décidés par les Occidentaux.

**Source** : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** – Dans la Zone euro, l'inflation a chuté à 4,3% sur un an, soit un plus bas niveau depuis octobre 2021. Une bonne nouvelle qui pourrait laisser espérer une fin de la hausse des taux de la BCE, voire un abaissement de ces derniers, prochainement. De quoi voir le signe d'un effet positif du resserrement monétaire opéré par la Banque centrale européenne (BCE) depuis juillet 2022. Pour tenter d'atteindre son objectif d'une inflation revenue à 2%, l'institution monétaire a, pour la dixième fois consécutive, relevé ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage, les portant dans une fourchette de 4% à 4,75%. C'est leur plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique en 1999.

**Source** : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** - La croissance du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis au deuxième trimestre s'est établie à 2,1% en rythme annualisé. Toutefois, la paralysie de l'administration fédérale (*shutdown*) pourrait coûter, chaque semaine, 0,2 point de croissance au PIB des États-Unis au quatrième trimestre.

**Source** : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** - La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) estime que le PIB de la Russie sera en hausse de 1,5% en 2023. Une résilience que la BERD attribue, notamment, à la hausse des prix du pétrole. Ainsi, en 2023, la croissance économique de la Russie va dépasser celle de la Zone euro, malgré les sanctions occidentales. Par ailleurs, la Russie a suspendu ses exportations de diesel et d'essence pour réorienter les volumes sur le marché local, où les prix ont atteint des niveaux record. Cette décision se répercute sur le marché international.

**Source** : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** – Selon la Fed, la croissance aux Etats-Unis sera deux fois plus élevée en 2023 que les prévisions avancées en juin dernier. Elle a maintenu ses taux, mais prévoit une hausse supplémentaire de 25 points de base d'ici à la fin de l'année. Les taux devraient être plus hauts que prévu en 2024.

**Source** : [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** - Selon les prévisions de septembre de l'OCDE, la croissance économique mondiale en 2023 s'annonce mieux que prévu. Le taux de croissance estimé pour 2023 grimpe de 0,3 point, par rapport aux prévisions de juin, pour s'afficher à 3%. Cette belle performance s'explique par le dynamisme de plusieurs pays comme les Etats-Unis dont la croissance pourrait atteindre 2,2%, et les principaux pays émergents tels que le Brésil (3,2%), l'Inde (6,3%), la Russie (0,8% (+2,3)), et l'Afrique du Sud (0,6%). La prévision de croissance mondiale pour 2024 devrait chuter à 2,7%, soit -0,2 point, en lien avec le resserrement monétaire opéré par les banques centrales à

travers le monde qui orientent à la baisse la confiance des entreprises et des consommateurs.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Septembre 2023** - Le yuan est tombé à son plus bas niveau depuis presque 16 ans face au dollar renforcé par la hausse des taux aux Etats-Unis. La banque centrale chinoise est intervenue pour stabiliser le taux de change car l'appréciation du billet vert pèse sur les entreprises endettées en dollars qui subissent déjà le ralentissement de l'économie chinoise plombée par son secteur immobilier.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Aout 2023** - Privilégié par la FED, l'indice PCE<sup>12</sup> augmente de 3,3% sur un an en juillet aux Etats-Unis, contre 3% au mois de juin. La banque centrale américaine souhaite, elle, ramener l'inflation à 2%. La publication de l'indice PCE ce jeudi devrait ainsi conforter les faucons dans l'idée de maintenir une politique monétaire restrictive dans les mois à venir. La prochaine réunion de la banque centrale américaine est programmée le 20 septembre.

Le taux d'inflation annuel de la Zone euro est resté stable en août, à 5,3%, comme en juillet, malgré une décrue des tarifs de l'énergie et un léger ralentissement de la flambée des prix alimentaires, a annoncé *Eurostat*.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Aout 2023** - Eurostat a revu à la baisse son chiffre sur l'inflation pour le mois d'août à 5,2%, soit 0,1% de moins qu'en juillet. C'est néanmoins bien plus que l'objectif de 2% fixé par la BCE.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Aout 2023** Après le président américain Joe Biden, en décembre 2022, Narendra Modi a plaidé en faveur de l'intégration des 55 membres de l'Union africaine au sein du G20. Pour le moment, l'Afrique du Sud est le seul pays africain membre du club des pays les plus riches du monde.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Aout 2023** - Pour faire face à la sécheresse, le canal de Panama compte restreindre le passage des navires pour une durée d'un an. Ces restrictions risquent d'affecter le commerce mondial et le manque d'eau pourrait également avoir de terribles répercussions sur la population locale qui dépend des lacs *Gatún* et *Alajuela*, peu remplis, pour s'approvisionner en eau.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Aout 2023** - La Russie a renoué avec la croissance, entre avril et juin, après avoir enchaîné quatre (04) trimestres de contraction du PIB, s'établissant notamment de janvier à mars 2023 à -1,9%. Mais cette reprise de l'économie vient surtout d'un effet de base qui gonfle artificiellement la croissance, tant le deuxième trimestre 2022 avait été mauvais. Par ailleurs, Le pays défend son statut de premier exportateur mondial de blé, dans un contexte de guerre en Ukraine qui fragilise l'équilibre mondial des exportations de céréales et ravive le spectre d'une crise alimentaire, en particulier sur le continent africain. La Russie pourrait ainsi réaliser un nouveau record d'exportation

---

<sup>12</sup> Pour « *Personal Consumption Expenditures* ». Il s'agit de l'indice des dépenses de consommation des ménages américains.

de 49 millions de tonnes, contre 48,1 millions l'an dernier. La part de marché de la Russie approcherait, pour la première fois, un quart du commerce mondial.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Juillet 2023** - Aux Etats-Unis, l'inflation sur un an s'est, à nouveau, accélérée pour atteindre 3,2%. Bien que ce rebond ne surpasse pas les anticipations des analystes, l'inflation reste toujours trop élevée par rapport à l'objectif de la Fed de 2%.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Juillet 2023** - Le mois de juillet, marqué par des canicules et des incendies à travers le monde, a atteint 16,96 degrés Celsius, soit 0,33 degré de plus que le mois de juillet 2019 qui détenait jusqu'à présent le record de 16,63 degrés en moyenne.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Juillet 2023** - L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fait état d'une hausse de 1,3% des prix alimentaires en juillet, par rapport au mois de juin, sa deuxième et plus importante hausse de l'année. Cette hausse est imputable à la fin de l'accord sur les exportations de céréales via la mer Noire.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Juillet 2023** - Selon le département du Commerce des Etats-Unis, contre toute attente, le dynamisme de l'économie américaine a bondi de 0,6% entre le premier et le deuxième trimestre, tirée par l'augmentation de la consommation, l'investissement et des dépenses de l'Etat.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Juillet 2023** - A l'ouverture du sommet Russie-Afrique organisé à Saint-Pétersbourg, le président Russe a assuré que son pays pourra livrer gratuitement « dans les mois qui viennent » des céréales à six pays africains. Et ce, après avoir refusé de prolonger l'accord sur les exportations de céréales par la mer Noire le 17 juillet dernier. Une décision qui a fait grimper les prix de ces denrées faisant planer un risque de catastrophe alimentaire mondiale.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Juillet 2023** - Le FMI a indiqué s'attendre à une croissance mondiale de 3% en 2023 et qui restera stable en 2024, contrairement à ses prévisions de croissance mondiale d'avril de à 2,8% en 2023 et 3% en 2024. Cette révision à la hausse s'explique par une forte réévaluation pour les économies espagnole, russe et latino-américaines. Du côté des pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie chinoise restent inchangées, à 5,2% en 2023 et 4,5% en 2024, malgré les inquiétudes sur le risque de ralentissement, et les conséquences qu'aurait une potentielle déflation.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

**Juillet 2023**- l'inflation en Europe (qui est tombée à 5,5% sur un an en juin) reste très au-delà de l'objectif de 2% que se fixe la Banque centrale européenne (BCE), ce qui devrait inciter l'institution à poursuivre ses hausses de taux d'intérêt, au risque de freiner encore davantage l'économie. La croissance économique de la zone euro s'annonce faible sur l'année 2023, autour de 1%, selon les dernières prévisions officielles.

**Source :** [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr)

## 3.2. Pays de l'UEMOA<sup>13</sup>

**Septembre 2023 - Guinée Bissau** – La commémoration des 50 ans d'indépendance du pays.

**Septembre 2023 - Mali** – Après deux échecs, le Mali lève in extremis 25,4 milliards de FCFA sur le marché des titres publics. Après deux échecs consécutifs les 9 et 23 août derniers, le Mali, à nouveau sur le marché des titres publics de l'UEMOA, ce 6 septembre, a réussi un emprunt de 25,43 milliards de FCFA (35,7 millions d'euros). Cette opération a consisté en une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) de maturité 1 an, ainsi que de deux Obligations assimilables du Trésor (OAT) de maturités 3 et 5 ans. L'opération a recueilli un carnet d'ordres de 25,93 milliards de FCFA, alors que le pays sollicitait au départ 25 milliards de FCFA, identique à la précédente émission. Bamako a finalement fait le choix de lever juste un peu plus, soit 25,43 milliards de FCFA. La valeur nominale unitaire étant de 1 million de FCFA pour le BAT et de 10 000 FCFA identiques pour les deux OAT.

**Août 2023 - Guinée Bissau** – Le nouveau gouvernement PAI-*Terra Ranka* a débuté ses activités.

**Août 2023 - Togo** – Le Togo lance une émission simultanée pour mobiliser 25 milliards de FCFA. L'Etat du Togo, après avoir franchi la barre de 500 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché financier régional ouest africain, ambitionne de lever à nouveau 25 milliards de FCFA. Le Trésor public a lancé à cet effet, une nouvelle émission simultanée de Bons (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor qui sera bouclée le 25 août 2023. Les BAT sont d'un nominal de 1 million de FCFA, émis sur la maturité de 364 jours et assortis de taux d'intérêt multiples. Les OAT, quant à elles, sont d'un nominal de 10 000 FCFA et rémunérées aux taux d'intérêt de 6% et 6,25%, sur les maturités respectives de 3 et 5 ans, annonce UEMOA Titres.

**Août 2023 – Côte d'Ivoire** – Découverte d'un gisement de manganèse « d'importance mondiale ». La société d'exploration australienne Mako Gold Limited a annoncé le lundi 21 août la découverte d'un gisement de manganèse potentiellement « *d'importance mondiale* » à Ouangolodougou, dans le nord de la Côte d'Ivoire. Grâce à cette découverte, Mako Gold prévoit « *d'entrer dans la course aux minéraux critiques pour les batteries* ». outre le manganèse, la société prévoit un programme de recherche de diamant, une fois les travaux d'exploration de minerais de manganèse terminés.

**Août 2023 – Sénégal** – 196 milliards de crédits accordés par les microfinances au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. La direction générale du secteur financier du ministère des Finances et du Budget a produit une note sur la situation des Systèmes financiers décentralisés pour le premier trimestre de l'année 2023. Selon le rapport, le montant des crédits octroyés a augmenté de 9% par rapport au trimestre précédent pour ressortir à 195,9 milliards de FCFA (298,7 millions d'euros). Ainsi, 171 606 crédits ont été accordés pour un montant moyen de 1 141 725 FCFA. De son côté, le nombre de membres et clients a enregistré une hausse de 3%, s'établissant à 4 034 538.

---

<sup>13</sup> Sauf indication contraire, les informations présentées sont tirées de la revue de presse de la Direction de la Communication (DCOM) de la Commission de l'UEMOA.

**Août 2023 – Burkina Faso –** Convention fiscale avec la France : Le Burkina Faso perdait 40 et 50 milliards de FCFA par an. Le Burkina Faso a mis fin le 07 août dernier, à la convention de non double imposition fiscale qui le liait à la France depuis 1967. Selon le ministre Burkinabè en charge de l'économie, l'objectif de cette convention était d'éliminer la double imposition fiscale entre les Etats burkinabè et français. « *Notre modèle avec la France n'est ni conforme au modèle des Nations unies, ni conforme au modèle de l'OCDE, encore moins au modèle que les pays africains ont voulu développer eux-mêmes à travers le Forum de l'administration fiscale africaine* » a-t-il indiqué, précisant que « le Burkina Faso perdait entre 40 et 50 milliards de FCFA par an » avec la convention qui était en vigueur.

**Juillet 2023 - Guinée Bissau** Communiqué final de la 63<sup>a</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO.

**Juillet 2023 - Bénin** – La présentation la deuxième édition du « *Rapport sur le Développement Durable pour le Bénin 2023* ». Ces rapports sont réalisés dans le cadre du partenariat entre le Gouvernement du Bénin et le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN). Dans un contexte poly-crise (conséquences de la COVID-19, instabilités géopolitiques et changements climatiques) où le monde ne fait plus de progrès dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) (Sachs et al. 2023), le Bénin fait face au défi de poursuivre son développement économique et social tout en s'assurant de « *ne laisser personne de côté* ».

**Sources :**

<https://finances.bj/category/non-classifiee/>

<https://www.imf.org/fr/News/SearchNews?Country=B%C3%A9nin#sort=%40imfdate%20descending>

[https://www.sikafinance.com/marches/umoa-apres-deux-echecs-le-mali-leve-in-extremis-25-4-milliards-fcfa-sur-le-marche-des-titres-publics\\_42459](https://www.sikafinance.com/marches/umoa-apres-deux-echecs-le-mali-leve-in-extremis-25-4-milliards-fcfa-sur-le-marche-des-titres-publics_42459)

## Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture économique régionale du troisième trimestre 2023 a été plutôt mal orientée, malgré la persistance des poussées inflationnistes.

Au cours de cette période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont globalement ressortis en baisse.

Par ailleurs, le troisième trimestre de l'année 2023, comme le précédent, a été caractérisé par une accalmie au niveau de la pandémie du coronavirus dans la plupart des pays de la Zone UEMOA.

Cet environnement quelque peu marqué par les effets défavorables de la guerre en Ukraine a entraîné, après la hausse de la demande de matières premières, une baisse des cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union.

Au plan des prévisions, la bonne tenue des cours internationaux des matières premières pourrait être assurée pour cette année 2023, puisque la demande desdites matières premières pourrait progresser, mais les effets des tensions inflationnistes devraient atténuer les attentes.

Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne pourrait s'améliorer, à condition que la crise ukrainienne trouve une issue prochainement et que les tensions inflationnistes ainsi que les mesures fiscales et budgétaires qu'elles impliquent de la part des Gouvernements ne pèsent pas trop lourdement sur les efforts d'investissement.

Sur la base des éléments précités, il est possible d'augurer un optimisme relatif pour la conjoncture du dernier trimestre de l'année 2023, sous réserve d'une gestion des effets de la crise ukrainienne et de la situation sécuritaire et sociopolitique dans la sous-région.

## ANNEXES

### Evolution des exportations (en mds)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23
Burkina Faso	751,1	708,5	617,7	728,8	791,4	780,8	521,3	748,4	693,8	662,2	610,8
Côte d'Ivoire	2 399,0	1 857,7	1 945,6	2 311,5	2 676,1	2 644,9	2 408,1	2 523,8	3 312,3	2 886,3	2 642,1
Guinée Bissau	2,1	33,5	62,3	21,2	33,5	51,1	50,0	23,0	0,0	0,0	80,8
Mali	604,7	555,1	583,1	570,4	437,0	487,3	536,0	695,2	550,8	553,0	595,9
Niger	64,7	97,7	71,5	95,9	93,6	57,6	58,9	108,3	128,9	87,0	38,6
Sénégal	644,5	593,9	587,3	671,9	727,1	744,6	761,9	743,8	818,8	685,4	595,0
Togo	119,9	147,0	146,6	161,6	153,7	129,1	140,9	178,3	211,8	212,3	192,3
UEMOA <sup>(*)</sup>	4 586,1	3 993,3	4 014,0	4 561,2	4 912,4	4 895,5	4 477,1	5 020,8	5 716,5	5 086,2	4 755,6

**Source** : Correspondants nationaux des Etats.

### Evolution des importations (en mds)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23
Burkina Faso	555,0	621,6	639,9	796,0	769,5	877,5	925,6	949,3	864,3	862,2	855,6
Côte d'Ivoire	1 499,8	1 883,6	2 284,1	2 114,7	2 327,3	2 335,6	2 790,8	3 278,7	2 736,8	2 634,0	2 947,1
Guinée Bissau	35,0	38,1	31,7	30,0	35,0	32,7	28,5	35,5	35,1	42,8	17,8
Mali	789,4	824,9	840,1	933,3	696,3	1 086,2	1 152,1	1 082,1	852,5	784,5	779,2
Niger	361,1	374,3	366,3	380,7	516,3	525,8	543,9	876,4	653,5	565,8	525,5
Sénégal	955,2	1 213,8	1 238,2	1 377,3	1 312,0	1 578,8	1 782,6	1 953,9	1 562,9	1 440,8	1 625,8
Togo	314,3	338,4	359,1	368,3	422,4	496,3	511,2	508,1	447,6	449,6	445,5
UEMOA <sup>(*)</sup>	4 509,8	5 294,8	5 759,3	6 000,3	6 078,8	6 932,9	7 734,7	8 684,0	7 152,7	6 779,8	7 196,5

**Source** : Correspondants nationaux des Etats.

### Evolution du taux de couverture des importations par les exportations (en %)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23
Burkina Faso	135,3	114,0	96,5	91,6	102,8	89,0	56,3	78,8	80,3	76,8	71,4
Côte d'Ivoire	160,0	98,6	85,2	109,3	115,0	113,2	86,3	77,0	121,0	109,6	89,7
Guinée Bissau	5,9	87,8	196,9	70,6	95,6	156,2	175,4	64,7	0,0	0,0	454,1
Mali	76,6	67,3	69,4	61,1	62,8	44,9	46,5	64,2	64,6	70,5	76,5
Niger	17,9	26,1	19,5	25,2	18,1	11,0	10,8	12,4	19,7	15,4	7,3
Sénégal	67,5	48,9	47,4	48,8	55,4	47,2	42,7	38,1	52,4	47,6	36,6
Togo	38,1	43,4	40,8	43,9	36,4	26,0	27,6	35,1	47,3	47,2	43,2
UEMOA <sup>(*)</sup>	101,7	75,4	69,7	76,0	80,8	70,6	57,9	57,8	79,9	75,0	66,1

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

### Evolution du solde commercial (en mds FCFA)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23
Burkina Faso	196,1	86,8	-22,3	-67,1	21,9	-96,7	-404,4	-200,9	-170,5	-200,0	-244,8
Côte d'Ivoire	899,2	-25,9	-338,6	196,7	348,7	309,4	-382,7	-754,9	575,6	252,3	-305,0
Guinée Bissau	-33,0	-4,7	30,7	-8,8	-1,5	18,4	21,5	-12,5	-35,1	-42,8	63,0
Mali	-184,7	-269,7	-257,0	-362,9	-259,3	-598,9	-616,1	-386,9	-301,7	-231,5	-183,3
Niger	-296,3	-276,7	-294,8	-284,8	-422,7	-468,2	-485,0	-768,1	-524,6	-478,9	-486,9
Sénégal	-310,7	-619,9	-650,9	-705,4	-584,8	-834,2	-1 020,7	-1 210,1	-744,1	-755,4	-1 030,7
Togo	-194,4	-191,4	-212,5	-206,7	-268,7	-367,2	-370,3	-329,8	-235,8	-237,4	-253,2
UEMOA <sup>(*)14</sup>	76,3	-1 301,5	-1 745,3	-1 439,1	-1 166,4	-2 037,4	-3 257,6	-3 663,2	-1 436,2	-1 693,6	-2 440,9

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des Correspondants nationaux des Etats.

<sup>14</sup> Hors Bénin.

## Evolution des exportations (en mds)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23
Bénin	141,0	159,9	144,8	120,1	176,7	185,5	117,8	80,0	177,9	167,0
Burkina Faso	751,1	708,5	617,7	728,8	791,4	780,8	521,3	748,4	693,8	662,2
Côte d'Ivoire	2 399,0	1 857,7	1 945,6	2 311,5	2 676,1	2644,9	2408,1	2523,8	3312,3	2886,3
Guinée Bissau	2,1	33,5	62,3	21,2	33,5	51,1	50,0	23,0	9,1	12,0
Mali	604,7	555,1	583,1	570,4	437,0	487,3	536,0	695,2	550,8	553,0
Niger	64,7	97,7	71,5	95,9	93,6	57,6	58,9	108,3	128,9	87,0
Sénégal	644,5	593,9	587,3	671,9	727,1	744,6	743,8	743,8	818,8	685,4
Togo	119,9	147,0	146,6	161,6	153,7	129,1	140,9	178,3	211,8	212,3
UEMOA	4 727,1	4 153,2	4 158,9	4 681,3	5 089,1	5081,0	4576,9	5100,7	5903,4	5265,2

**Source** : INS des Etats.

## Evolution des importations (en mds)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23
Bénin	428,3	421,9	428,3	435,6	532,2	543,0	615,5	607,4	641,8	514,5
Burkina Faso	555,0	621,6	639,9	796,0	769,5	877,5	925,6	949,3	864,3	862,2
Côte d'Ivoire	1 499,8	1 883,6	2 284,1	2 114,7	2 327,3	2 335,6	2790,8	3278,7	2736,8	2634,0
Guinée Bissau	35,0	38,1	31,7	30,0	35,0	32,7	28,5	35,5	35,1	42,8
Mali	789,4	824,9	840,1	933,3	696,3	1 086,2	1152,1	1082,1	852,5	784,5
Niger	361,1	374,3	366,3	380,7	516,3	525,8	543,9	876,4	653,5	565,8
Sénégal	955,2	1 213,8	1 238,2	1 377,3	1 312,0	1 578,8	1953,9	1953,9	1562,9	1440,8
Togo	314,3	338,4	359,1	368,3	422,4	496,3	511,2	508,1	447,6	449,6
UEMOA	4 902,3	5 716,7	6 187,7	6 435,9	6 611,0	7 476,0	8521,4	9291,4	7794,5	7294,3

**Source** : INS des Etats.

## Evolution du taux de couverture (en %)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23
Bénin	35,9	37,9	33,8	27,6	33,2	34,2	19,1	13,2	27,7	32,5
Burkina Faso	135,3	114,0	96,5	91,6	102,8	89,0	56,3	78,8	80,3	76,8
Côte d'Ivoire	160,0	98,6	85,2	109,3	115,0	113,2	86,3	77,0	121,0	109,6
Guinée Bissau	5,9	87,8	196,9	70,6	95,6	156,2	175,4	64,7	25,9	28,0
Mali	76,6	67,3	69,4	61,1	62,8	44,9	46,5	64,2	64,6	70,5
Niger	17,9	26,1	19,5	25,2	18,1	11,0	10,8	12,4	19,7	15,4
Sénégal	67,5	48,9	47,4	48,8	55,4	47,2	38,1	38,1	52,4	47,6
Togo	38,1	43,4	40,8	43,9	36,4	26,0	27,6	35,1	47,3	47,2
UEMOA	96,4	72,7	67,2	72,7	77,0	68,0	53,7	54,9	75,7	72,2

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

## Evolution du solde commercial (en mds FCFA)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23
Bénin	-251,5	-262,0	-283,5	-315,5	-355,5	-357,5	-497,7	-527,5	-463,9	-347,5
Burkina Faso	196,1	86,8	-22,3	-67,1	21,9	-96,7	-404,4	-200,9	-170,5	-200,0
Côte d'Ivoire	899,2	-25,9	-338,6	196,7	348,7	309,4	-382,7	-754,9	575,6	252,3
Guinée Bissau	-33,0	-4,7	30,7	-8,8	-1,5	18,4	21,5	-12,5	-26,0	-30,8
Mali	-184,7	-269,7	-257,0	-362,9	-259,3	-598,9	-616,1	-386,9	-301,7	-231,5
Niger	-296,3	-276,7	-294,8	-284,8	-422,7	-468,2	-485,0	-768,1	-524,6	-478,9
Sénégal	-310,7	-619,9	-650,9	-705,4	-584,8	-834,2	-1210,1	-1210,1	-744,1	-755,4
Togo	-194,4	-191,4	-212,5	-206,7	-268,7	-367,2	-370,3	-329,8	-235,8	-237,4
UEMOA	-175,2	-1563,5	-2028,8	-1754,6	-1521,9	-2394,9	-3944,6	-4190,7	-1891,0	-2029,1

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.